



Évolution de l'agriculture de l'Ain au XX^e siècle

- Le tracteur évince des fermes les commis et les bœufs
- Depuis le milieu du XIX^e siècle, l'industrie de l'Ain mobilise les bras de la petite agriculture
- En 1900, presque autant de commis de ferme que d'agriculteurs
- Les enfants de l'Assistance publique, une autre main-d'œuvre d'appoint

Roger Rongier de Vandeins, commis de ferme à Montracol, et le cheval « Domino ».

Le tracteur évince des fermes les commis et les bœufs

On doit à la DDA⁽¹⁾ de l'Ain de disposer d'une synthèse sur cent ans de l'évolution humaine et structurelle de l'agriculture de l'Ain. Ce travail de compilation a été réalisé à partir d'enquêtes conduites depuis 1882 par le ministère de l'Agriculture créé le 14 novembre 1881⁽²⁾. Ces statistiques traduisent l'évolution de l'agriculture. Ce n'est qu'en 1955 qu'est créé le premier recensement général de l'agriculture (RGA) permettant de disposer de chiffres fondés sur des questionnaires individuels remplis auprès de chaque exploitant par des agents. Les RGA suivants se sont déroulés à peu près tous les dix ans de 1970 à 2020. Trois grands thèmes en ressortent : la démographie agricole et le poids humain de l'agriculture dans la société, la mutation d'une agriculture de subsistance vers une agriculture commerciale soumise aux logiques de marché et l'impact de ces évolutions sur le profil de la ferme de l'Ain.

La démographie agricole et le poids humain de l'agriculture de l'Ain

L'exode rural s'inscrit dans la continuité d'un très long recul des populations paysannes. Déjà en 1850, les crises agricoles, la pauvreté et l'arrivée du chemin de fer, provoquent la migration des petits paysans vers les grandes villes où l'industrialisation naissante manque de main-d'œuvre⁽³⁾. C'est un vaste déplacement de Bretagne, du Massif central ou, dans une moindre mesure,

de Savoie vers Paris. Les Savoyards deviennent ramoneurs, les Auvergnats des bougnats versés dans le commerce du charbon et de la tenue d'estaminets, les Bretons participent activement au chantier hors-norme de la construction du métro... En 1930, on estime à 5 millions le nombre de paysans qui depuis le milieu du XIX^e siècle sont partis de leurs provinces pour Paris!

(1) Direction départementale de l'agriculture.

(2) Avant la création d'un ministère de plein exercice en 1881, l'agriculture était rattachée au ministère de l'intérieur ou à celui des travaux publics et du commerce.

(3) En 1852, un journalier gagne environ 200 francs par an. « Je suis chevilleur. Je gagne 2 francs par jour. Ma femme est dentellière et gagne 1 franc par jour », témoigne Louis-Auguste Blanqui. Un franc de 1850 équivaut à 3,27 de nos euros.

Dans l'Ain la double activité plus que l'exode

Dans l'Ain, l'exode est moins massif et s'applique plutôt à une migration saisonnière de proximité. Les petits paysans du Bugey et du Revermont partent l'hiver greffer en Suisse. D'autres vont peigner le chanvre en Lorraine ou en Bresse. L'hiver, dans les montagnes du Bugey, on ajoute à l'agriculture la fabrication de peignes ou le tournage de pièces en buis ou en corne. Parfois, plus tard, on installe à l'écurie une presse à injection pour mouler des pièces en plastique. Dans la vallée de l'Albarine, les filatures de chanvre, de laine puis

de soie emploient jusqu'à 600 ouvriers à la fin du XIX^e siècle, 1 100 en 1933 ! Le recrutement se fait souvent chez les paysans locaux réputés travailleurs et plus dociles que les canuts lyonnais comme le raconte Roger Vailland dans son roman « Beau masque ». Les besoins en main-d'œuvre sont si grands qu'en 1875, Arthanase Martelin, descendant du fondateur de l'usine de textile, fait venir à Saint-Rambert une cinquantaine de jeunes Piémontaises, avant-garde d'une immigration qui vers 1900 représentera un tiers des emplois de la



Les greffeurs de Saint-Martin-du-Mont, ici en 1907, qui chaque année partaient l'hiver en Suisse.

I-1

active, 4,8 % en 1990 et à peine 3 % selon le RGA de 2020 ⁽⁴⁾. La baisse du nombre de salariés agricoles est plus considérable encore.

En 1882, l'Ain comptait 26 140 domestiques agricoles. En 1929, leur nombre

L'effondrement du salariat agricole

La mécanisation croissante et l'exode des campagnes induit par l'industrialisation florissante ont profondément affecté le salariat agricole. Les Trente Glorieuses et le mirage des « lumières de la ville » ont sorti « la paysannerie de ses terres ».

La diminution du nombre d'exploitations s'est accompagnée d'une diminution du nombre d'employeurs. Dans les restructurations, on a privilégié la mécanisation plutôt que l'embauche. De 1955 à 1970, le nombre de salariés

tombe à 7 980 auxquels il faut ajouter les journaliers et les saisonniers. En 1955 leur nombre est divisé par deux (3 450). Il n'en reste plus que 1 310 en 1970 et tout au plus 500 en 1995 (voir ci-dessous tableau 1).

permanents a décliné au rythme de – 6,2 % par an contre – 2,9 % par an pour le nombre d'exploitations.

Dans l'Ain, tandis que le nombre d'agriculteurs a été divisé par 4,5 de 1901 à 1995, celui des salariés agricoles a, lui, été divisé par 48 ! Cependant, ces dernières années, en raison d'une baisse de l'emploi familial, on observe un recours au salariat permanent ou occasionnel. Le nombre de salariés agricoles dans l'Ain augmente de 350 entre 2000 et 2020.

Évolution dans l'Ain du nombre d'agriculteurs et de salariés agricoles (1901-2020)

	1901	1995	2 000	2010	2020
Agriculteurs chefs d'exploitation	35 660	7 790	6 300	5 224	4 004
Salariés agricoles permanents	25 080 (*)	520	1 030	1 242	1 379

(*) Chiffre 1892. Source : « Cent ans d'agriculture dans l'Ain »

(4) « Un siècle d'agriculture dans l'Ain », Agreste Ain de novembre 1999.

L'évolution de la structure de la ferme de l'Ain

De 1882 à 1995, le département de l'Ain a perdu 68 000 exploitations agricoles soit une perte de 90 % de ses fermes. Cet effondrement n'a pas été linéaire. De 1892 à 1955, le rythme annuel de disparition des exploitations agricoles est de – 1,5 %. De 1955 à 1988, il est de – 2,9 % soit en 33 ans une perte de 18 600 exploitations dont une grande partie due à l'application de l'indemnité viagère de départ (IVD) ⁽⁵⁾. Ce rythme s'accélère encore sous l'effet de la PAC, des accords de libre-échange et des mesures de préretraite mises en place pour accompagner une énième restructuration de l'agriculture. « Entre 1988 et 1995, l'agriculture de l'Ain a perdu un

tiers de ses exploitations et enregistre une variation annuelle de leur nombre établie à – 5,2 % », note la DDA. Dans le même temps, la SAU (surface agricole utile) diminue (378 000 ha en 1882, 268 000 ha en 1995, 247 402 ha en 2020) due à une déprise des parcelles difficiles à exploiter, un accroissement des surfaces boisées qui progressent de 15 000 ha, à l'industrialisation, à l'urbanisme, à la réalisation d'ouvrages linéaires et à la perte, en 1967, de huit communes de l'Ain rattachées au département du Rhône. Depuis la fin du XIX^e, la taille moyenne des exploitations de l'Ain n'a jamais cessé de progresser (voir tableau ci-dessous) pour atteindre 80 ha en 2020.

Évolution dans l'Ain du nombre et de la taille des exploitations agricoles (1882-2020)

	1882	1929	1955	1970	1988	2000	2010	2020
Nombre d'exploitations	77 540		29 960				4 094	3 015
Taille moyenne des exploitations en ha	5	8	11	16	24	40	60	80

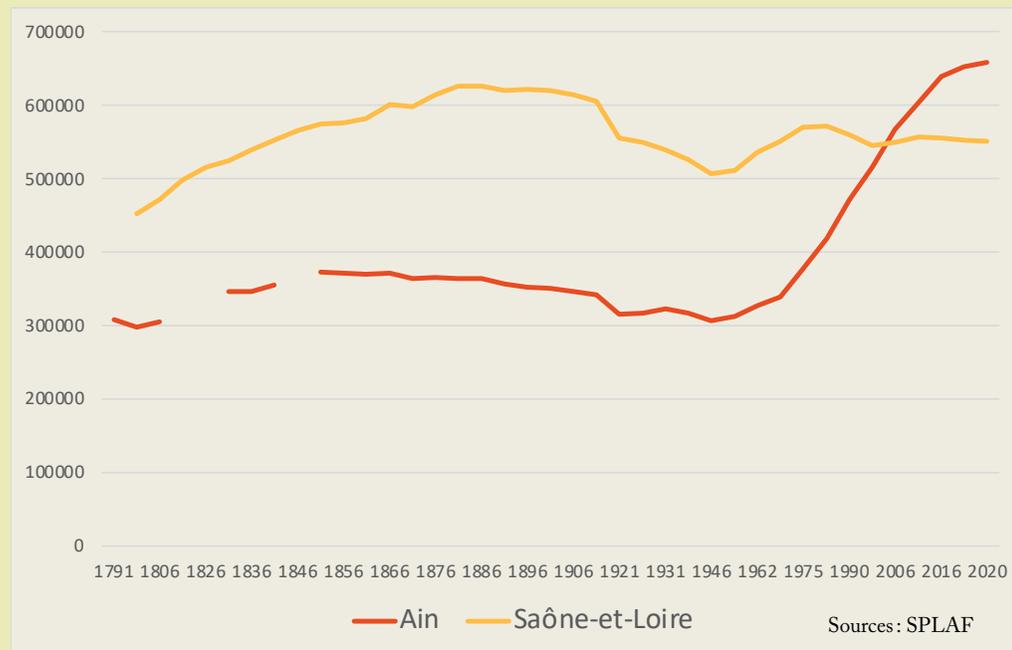
(5) Entre 1966 et 1984, l'indemnité viagère de départ (IVD) dans l'Ain s'est appliquée à 8 222 départs d'agriculteurs qui ont libéré 102 570 hectares (Voir pages 104-105).

L'Ain bénéficie d'une forte dynamique démographique

L'Ain bénéficie d'une dynamique démographique due au desserrement des métropoles de Lyon et de Genève, à son dense réseau de communication et à son puissant tissu industriel. Depuis 1945, la population de l'Ain est passée de 315 000 habitants à plus de 657 000 en 2020, soit une progression de 108 % ! Sur la même période, la France, réputée pour avoir une démographie plutôt meilleure que les autres pays européens, a vu sa population croître de 63 %. En revanche, des départements plus ruraux, dont beaucoup de leurs territoires sont éloignés d'une puissante métropole régionale,

enregistrent une démographie plus atone. C'est le cas de l'Aveyron, du Jura, du Cantal, de la Mayenne ou de l'Orne. Près de nous, la Saône-et-Loire, riche d'un vaste territoire agri-viticole mais dépendante d'une industrie métallurgique vieillissante, enregistre entre 1945 et 2020 une progression de sa population limitée à 7,4 %. En 1945, la Saône-et-Loire est plus peuplée que l'Ain, 510 000 habitants contre 315 000. Mais en 2020, l'Ain compte 657 800 habitants et la Saône-et-Loire n'en totalise que 551 000. Quand la Saône-et-Loire voit sa population progresser de 41 000 personnes, l'Ain gagne 342 800 habitants !

Évolution de la population de l'Ain et de la Saône-et-Loire



I - 2

Depuis le milieu du XIX^e siècle, l'industrie de l'Ain mobilise les bras de la petite agriculture

Dans une notice statistique de l'Ain datée de 1828, l'agronome Marc-Antoine Puvis de Chavannes (1776-1851) relate l'émigration saisonnière qui touche les régions de l'Ain « de petite culture où les travaux agricoles, restreints à de petits espaces, laissent beaucoup de temps libre à ceux qui les exercent : de six à sept mille individus, dont plus des deux-tiers de l'arrondissement de Nantua, vont, chaque année, peigner le chanvre dans les départements de la Sarthe, du Haut et du Bas-Rhin. Ils rentrent chez eux après trois mois d'absence, au commencement de janvier, et occupent le reste de leur hiver à des ouvrages de boissellerie [...] Au premier printemps ils sèment sur leurs terres l'avoine, l'orge et les pommes de terre ».

Les soieries Bonnet à Jujurieux emploieront jusqu'à 1 200 salariés, souvent des femmes issues des campagnes de l'Ain.



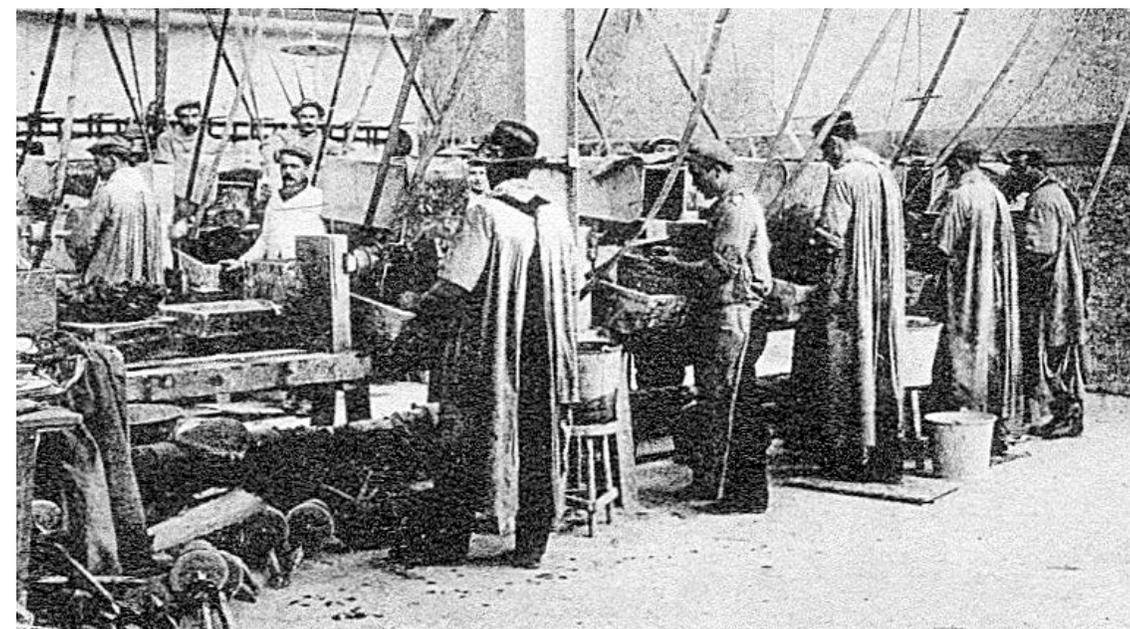


▲ Entrée de la filature de Saint-Rambert-en-Bugey à la fin du XIX^e siècle.

Ces paysans doubles actifs saisonniers rapportent de leur émigration « une somme de 60 à 80 F (environ 200 à 300 €) qui les aide à grossir, pour la famille, les subsistances que leur refuse le sol natal, et quelquefois à agrandir le champ paternel ». L'Ain bénéficie des contrecoups heureux du commerce de la grande ville :

« en tout, notre industrie a plus que doublé depuis 1808 », écrit Puvis de Chavannes en 1828. Il précise que dans les montagnes du Bugey, « l'industrie a trouvé ici une population rurale active intelligente, une main-d'œuvre peu chère et des moteurs nombreux dans les torrents qui descendent des montagnes ⁽¹⁾ ».

(1) Les « moteurs » sont des moulins à eau qui produisent l'énergie nécessaire à l'industrie textile.



◀ Fabrique de peignes à Oyonnax.

Du prolétariat agricole au prolétariat industriel

Les paysans et les usines textiles de la vallée de l'Albarine, à Tenay comme à Saint-Rambert, ont longtemps vécu sur ce modèle et les statistiques établies par la DDA de l'Ain signalent en 1999 « le passage dans les années 1960 d'un prolétariat agricole à un prolétariat industriel » ⁽²⁾.

Depuis l'ère industrielle du milieu du XIX^e siècle, les manufactures, dont l'étymologie vient de « fait à la main », cherchent à employer une

main-d'œuvre à faible coût salarial et à l'esprit plus gouvernable que celui, réputé rebelle, des ouvriers des villes. Longtemps les petits paysans ont satisfait ce besoin. Ils ont ensuite été remplacés par des vagues successives d'immigrés d'abord européens (italiens, espagnols, portugais, polonais...) puis maghrébins ou de l'Afrique subsaharienne et, maintenant, des pays de l'Europe de l'Est (estoniens, lituaniens, roumains, hongrois...).

(2) « Un siècle d'agriculture dans l'Ain » Agreste Ain de novembre 1999.

En 1900, presque autant de commis de ferme que d'agriculteurs

Selon les statistiques, l'Ain compte, en 1900, 35 000 agriculteurs et 25 080 bonnes et domestiques. Presque chaque ferme avait son ou ses commis et pour les plus grandes, sa bonne. Ces travailleurs sans terres devaient se louer à un maître. Certains étaient attachés à un domaine où souvent ils mourraient, accueillis par la famille comme un de ses membres. D'autres se louaient pour une année qui débutait le 11 novembre, terme de l'année culturale et date du règlement du fermage. C'était aussi l'entrée en jouissance vers une autre ferme pour un fermier dont le bail, arrivé à son terme, n'avait pas été renouvelé. À Bourg, à Chalamont ou à Châtillon-sur-Chalaronne, pour la Saint-Martin, c'est la « louée » des domestiques et des servantes. « Zet » et « Zette » se rendent au chef-lieu pour trouver un nouveau maître avec lequel ils partiront le soir venu en carriole après quelques emplettes, surtout de linge de corps. Pour un an, ils se sont « donnés » à une ferme et à son maître. À Saint-Paul-de-Varax dans une ferme importante, vivaient deux commis : « Ils couchaient dans une pièce aménagée, dotée d'un accès par le grenier. Ils pouvaient se chauffer avec un petit poêle qu'ils entretenaient. Parfois, l'hiver, d'autres commis de fermes voisines venaient les rejoindre pour manger des châtaignes et boire du vin blanc », témoigne un Dombiste.

Le Grand lundi à Chalamont

À la Saint-Martin, les patrons qui voulaient embaucher un commis se rendaient aux foires de Châtillon, de Villars ou de Chalamont. Les commis attendaient sur la place publique et les patrons « embaucheurs », après s'être assurés de la bonne constitution du

postulant, engageaient la discussion. En 1925, au Grand lundi de Chalamont, après avoir confié sa jument au garçon d'écurie chez Alamercery, Benoît, fermier au Geai, s'approche de Joseph dont il connaît le sérieux et la force de travail :

- Salut Joseph, combien tu veux gagner ?
- Quatre mille cinq cents francs, répond Joseph.
- C'est bien un peu cher.
- Combien m'offrez-vous ?
- Quatre mille francs, c'est bien le plus gros.
- Ça ne suffit pas.
- C'est qu'à ce prix je serai obligé de vendre une paire de bœufs pour te payer.
- Ma foi, vous voyez bien.
- Allez, Joseph, on va boire un verre et on partagera la poire en deux.
- Vous allez bien faire un peu mieux, quatre mille trois cents ⁽¹⁾.
- Cinquante francs.
- D'accord, tope là !

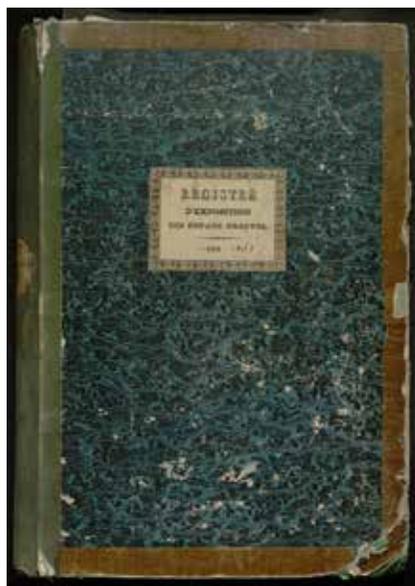
Un marchandage admis et conclu dans le café voisin. On fixait un prix annuel. S'y ajoutaient gîte et couvert. Un contrat oral. Le commis ne touchait son salaire que le 11 novembre suivant. En Dombes, pour améliorer le quotidien, beaucoup de commis braconnaient le lapin et pêchaient les grenouilles. Ils alimentaient les restaurants des villages que fréquentaient le dimanche les Lyonnais. Les jeunes bonnes étaient souvent issues de familles nombreuses. Dès l'école primaire terminée (vers 14 ans), les parents les

- Eh bien ! D'accord, tu connais la maison, la cuisine est bonne mais faudra balayer la cour le dimanche avant midi et rentrer le soir pour le pansage. Et puis, chez nous, tu ne coucheras pas à l'étable, tu auras un lit dans une petite chambre. Tu pourras amener ton placard.
- C'est bien la première fois que je coucherai dans une chambre, jusqu'à maintenant j'ai toujours couché à l'étable.
- Alors, quand prends-tu le travail ?
- Lundi prochain car cette semaine je vais faire la fête.
- Combien veux-tu d'acompte pour arrêter le marché ?

proposaient aux fermiers. Leurs faibles gages, inférieurs à ceux des commis, étaient versés aux parents. Joséphine, placée à Saint-Paul-de-Varax, partait le dimanche après le déjeuner pour se rendre chez ses parents mais revenait avant 17 heures pour traire les vaches ! Jean Merle se souvient qu'à Montracol, le commis de sa mère – il avait perdu son père très jeune – devait balayer la cour de la ferme le dimanche matin avant de profiter de l'après-midi, seule demi-journée de congé dans la semaine. Souvent elle était consacrée à laver le linge.

(1) Quatre mille trois cents F de 1925 valent environ 3 500 € de 2020.

Les enfants de l'Assistance publique, une autre main-d'œuvre d'appoint



▲ Registre des enfants trouvés (Archives municipales de Bourg-en-Bresse).

Pour soulager la peine de sa femme Élixa, Benoît, un fermier de Chalamont, veut louer une servante et un petit commis. Il s'adresse à sa femme : « Mercredi, en allant à la foire à Bourg, on ira trouver le directeur de l'Assistance publique pour voir s'il peut nous louer une bonne ». Accueillir dans une ferme un enfant de l'Assistance publique était dans l'Ain une pratique répandue surtout dans le Valromey, le Bugey et le Revermont. Des enfants abandonnés souvent « en avril et mai en raison de l'augmentation des prix du pain au moment de la soudure de printemps », suggère Marie-Claude Murtin dans le livre « Parcours d'enfances, portraits de familles, la tradition de l'accueil familial dans l'Ain »⁽¹⁾.

En 1832, deux cents enfants « oubliés » furent déposés aux hospices de Bourg et de Belley ! En 1846, pour limiter le nombre d'abandons anonymes de nourrissons, le préfet de l'Ain ordonne la surveillance par cinq agents de police du tonneau fixé dans

le mur de la Charité et dans lequel la mère pouvait anonymement déposer son enfant. Une cloche permettait d'alerter une personne, la « tourière », chargée de faire tourner le tonneau pour récupérer le nouveau-né auquel la mère avait accroché à ses langes un mot sur lequel figurait son prénom, s'il était sevré et s'il avait reçu l'onction du baptême. Parfois, la mère laissait un message : « Elle s'appelle Pierrette, prenez-en soin, je la reconnaitrai dans quelque temps ». Cette tour des abandons dans le mur de la Charité au faubourg de Mâcon à Bourg sera officiellement supprimée en 1859 et remplacée par l'installation d'un « bureau ouvert ».

(1) « Parcours d'enfances, portraits de familles » qui évoque la tradition de l'accueil familial dans l'Ain hier et aujourd'hui, M&G Éditions, 2005.

Les enfants « exposés »

Hélène et Paul Perceveaux⁽²⁾ ont écrit en 1996 dans la revue *Le Bugey* un texte sur les enfants trouvés à Lyon, « exposés » selon le terme en usage depuis l'Antiquité et recueillis par des familles du Valromey et du Bugey. Ils rappellent que les régions de mise en nourrice, le Bugey, le Jura, la Savoie, l'Ardèche... sont choisies par la Charité ou l'Hôtel-Dieu de Lyon pour « l'extrême

pauvreté de leur monde rural qui vit en quasi-autarcie toujours à la recherche de ressources complémentaires apportant un peu d'argent liquide ». Cependant, à partir de 10 ans, puis de 12 ans à la fin du XIX^e siècle, après que les jeunes placés aient été vaccinés et fait leur communion, la famille ne recevait plus de gages car ils étaient employés aux travaux des champs et étaient alors



◀ Orphelinat de Seillon à Bourg-en-Bresse. Les enfants sont occupés aux travaux des champs.

Collection Alain Charra

(2) Hélène Perceveaux, historienne du Bugey et épouse de Paul Perceveaux, avait pour arrière-grand-mère une enfant exposée (trouvée) et placée par l'Hôtel-Dieu de Lyon dans une famille du Valromey.

censés gagner leur nourriture. Pour ces enfants placés, la mortalité atteint 35 % ⁽³⁾. Un pourcentage légèrement supérieur à celui des enfants de la famille nourricière qui témoigne « d'un traitement rude mais correct à égalité avec leurs frères de lait », note le couple Perceveaux.

Beaucoup de ces enfants sont maintenus à l'âge adulte chez leurs parents nourriciers où ils sont « chez les petites gens, dans leur immense majorité convenablement traités ». Certains d'entre eux, à l'âge de la conscription,

tirant un bon numéro, ont la possibilité de remplacer, moyennant rétribution, quelques jeunes bourgeois inquiets de devoir partir plusieurs années guerroyer ou occuper les colonies.

En 1868, l'incorporé partait pour cinq ans, pour trois ans en 1900. Mais pendant la guerre de Crimée de 1853 à 1856 ou pour celle du Tonkin en 1883, il partait sept ans ! Le remplacement du conscrit malchanceux sera interdit en 1872 mais le tirage au sort subsistera jusqu'en 1905 date de la création du service militaire national obligatoire.

Surtout le Bugey et le Revermont

Dans le Revermont, sur le plateau d'Innimont, dans le Valromey et le Bugey, de nombreuses familles ont accueilli des enfants « exposés » de l'Assistance publique. Le plus souvent élevés comme les autres enfants de la maisonnée, il n'est pas rare que se soient développés entre ces enfants et les membres de la famille des sentiments familiaux sincères et durables.

Plus tard, dans les années soixante, la CGA (Confédération générale de l'agri-

culture) de l'Ain organisait la venue de jeunes issus des départements du Nord de la France.

Ces jeunes, dont les familles voulaient qu'ils prennent l'air de la campagne, venaient les mois d'été participer aux récoltes et aux travaux des champs. L'agriculture, grande dévoreuse de main-d'œuvre, a toujours cherché des bras. L'avènement de la mécanisation dans les années cinquante et soixante a considérablement réduit ce besoin.

(3) Au milieu du XIX^e siècle, sur 6 000 enfants exposés (abandonnés) chaque année à Lyon, 4 000 décédaient dans l'année, soit deux sur trois !

Les petits commis du Nord embauchés dans l'Ain

En 1962, Albert Cognat, agriculteur à La Cluse, embauche pour les gros travaux de l'été Claude Valet, un jeune garçon de 15 ans originaire du Pas-de-Calais. Ses parents le placent comme « petit commis » dans le Bugey du 14 avril au 12 novembre 1962. C'est la Direction départementale du travail et de la main-d'œuvre de l'Ain qui gère les relations entre ses parents et l'employeur. Claude Valet sera nourri et logé et percevra un salaire mensuel de 50 F auquel s'ajoutent 20 à 25 F envoyés chaque mois à ses parents. Au

total, sur les sept mois passés à La Cluse, les parents de Claude Venet percevront 152,54 F, soit l'équivalent de 238 € déduction faite de quelques achats vestimentaires. Une paire de bottes 10 francs, des pantoufles 5 F, un pantalon 12 F... Nous devons à François Cognat, le fils d'Albert, ce bulletin de salaire de 1962 qui nous renseigne sur les conditions dans lesquelles les jeunes garçons du Nord de la France venaient aider dans l'Ain à la réalisation des gros travaux des champs.

Dossier N° 19/62 zone 5,53
B.N.O. ARRAS (9)

BULLETIN DE SALAIRES

Employeur : COGNAT Albert - La Cluse par MONTREAL (Ain) Employé : VALET Claude

Age : 15 ans le 14.4.1962 occupé de 14.4.1962 au 12.11.1962 comme jeune commis agricole

Salaire mensuel : 50 F net du 14.4.1962 au 12.11.1962 Fr du au

MOIS	SALAIRE BRUT	A DÉDUIRE "PART OUVRIER" "AUX ASSURANCES" "SOCIÉTÉ ARIEL" "COTIS"	SALAIRE NET	"PART" "INDICÉ" "DE COMPOS PAYES"	A DÉDUIRE DU TOTAL DU SALAIRE NET ET DE L'INDICÉ DE COMPOS PAYES		
					"ARGENT ENVOYÉ "AUX PARENTS"	"ACHATS DE "ROBES"	"ACHATS JUSTIFIÉS PAR "TUNES"
AVRIL	27,00	6,11		10,00			1 paire de bottes 10,00
MAI	50,00	11,50		20,00			pantoufles 5,00
JUIN	50,00	12,00		25,00			pantalon 12,00
JUILLET	50,00	12,00		20,00			chaussures 15,00
AOUT	50,00	12,00		25,00			
SEPTEMBRE	50,00	12,00		20,00			
OCTOBRE	50,00	12,00		20,00			
NOVEMBRE	18,00	4,23		15,00			
TOTAL	345,00	81,84	263,16	50,41	157,00		46,00

REMARQUES : (total des colonnes 3 et 4) : 355,57 F
 Versements effectués (total des colonnes 5 et 6) : 201,00 F
 RESTE DU : 154,57 F

Signature de l'Employeur :

Bulletin de salaire de Claude Valet, La Cluse.



Le travail et la vie à la campagne au XX^e siècle

- Agriculture et vie rurale au XX^e:
le siècle de la grande transition
- L'électrification des campagnes passe par les moulins
- Les étangs de Dombes:
histoire d'un pays et d'une culture singulière
- Un siècle de reforestation du département

Épreuve en 1927 du portage de sac du syndicat agricole du Bugey.

Agriculture et vie rurale au XX^e : le siècle de la grande transition

La vie des agriculteurs et des campagnes a été profondément bouleversée lors de ce siècle marqué par trois guerres (1914-1918, 1939-1945 et guerre d'Algérie) et l'avènement général de la modernité technique mais, s'agissant de l'agriculture, le grand basculement se situe dans les années 1960.

La première moitié du siècle fut marquée par les deux guerres mondiales et leurs conséquences désastreuses sur la paysannerie. Des campagnes vidées de leurs hommes auxquels les femmes se sont courageusement substituées, des pénuries alimentaires et même, pendant la seconde guerre mondiale, des fermes et des infrastructures détruites (*voir chapitre III*).

L'Ain est libéré dès septembre 1944 mais les nombreux déportés et prisonniers, absents depuis juin 1940, ne rentrent qu'au printemps 1945. L'agriculture a été affaiblie par les réquisitions ennemies. Elle a vécu d'expédients et nourrit la population. Cette situation a généré le « marché noir » et engendré ressentiments, voire règlements de compte. Un comité de vigilance traque ceux qui ont profité de l'Occupation ou sympathisé avec l'ennemi. S'ensuivent quelques explosions de bombes et pas

mal de délations. La population rurale reste fortement attachée au général de Gaulle qui se retire brutalement de la vie publique, en janvier 1946. Auparavant, en avril 1945, les femmes françaises ont voté, pour la première fois, lors des élections municipales, mais la société ne leur accorde toujours pas beaucoup de droits civiques.

Deux ans plus tard, en avril 1947, d'autres élections désignent les représentants du réseau de la Sécurité sociale, autre émanation du Conseil national de la Résistance. Toutefois, les professions agricoles et les salariés d'organismes spéciaux conservent leurs régimes particuliers.

Comme ailleurs en France, l'Ain a bénéficié de la présence de milliers de prisonniers allemands mis au service de son agriculture ou de grands chantiers comme celui du barrage de Génissiat. La France doit revoir le statut de ces

prisonniers pour bénéficier du Plan Marshall, un vaste programme des États-Unis de soutien économique à l'Europe de l'Ouest. L'aide à la France est signée en avril 1948. La période de pénuries et de difficultés se termine à

L'école, base de la société rurale

L'école primaire est la base de la société et son obligation est respectée. Elle s'étend sur six jours complets, avec le jeudi comme jour chômé, du 1^{er} octobre à mi-juillet. Personnage majeur de la vie communale, le directeur instruit,

l'automne 1949 avec la suppression des dernières cartes de rationnement (sucre, café, essence), le pain n'est plus rationné depuis février 1949. La France comme l'Ain, restés très ruraux, peuvent alors renouer avec la prospérité.

en général, les élèves en fin de cycle, candidats au certificat d'études primaires dont les épreuves se déroulent au chef-lieu du canton. Seuls les élèves en mesure de réussir sont présentés à l'examen car la compétition entre l'école



◀ L'école ménagère ambulante du Bureau diocésain de Bourg vers 1935.

publique de la République et l'école privée du diocèse se joue, encore après la deuxième guerre mondiale, au nombre d'admis au certificat d'études primaires! Dans les communes qui assurent le service d'une cantine, les familles fournissent souvent le bois pour la cuisson des aliments, voire pour le chauffage de l'école. La plupart des enfants entrent dans la vie active à la fin de l'école primaire, tant la

demande en bras est forte. Quelques-uns entrent en apprentissage pour exercer, plus tard, un métier. Rares sont ceux qui poursuivent leurs études. C'est au sein, ou par l'intermédiaire, de l'école que sont pratiqués certaines vaccinations obligatoires ou le dépistage de la tuberculose encore très présente. Beaucoup de communes ont une école congrégationaliste, où les filles sont majoritaires.

Une agriculture laborieuse et familiale



Jusque dans les années 1960 et même au-delà, le travail manuel dominait dans les fermes de l'Ain.

L'agriculture est vivace dans le département de l'Ain où les fermes sont dispersées sur tout le territoire. La partie d'habitation est assez réduite pour la question du chauffage en hiver, souvent limité à la cuisinière, le fourneau à bois. La polyculture y est pratiquée à la force des bras associés à la force animale. Des enfants, de familles pauvres, sont placés « à maître » dès la fin de leur scolarité, dans des fermes de propriétaires pour y travailler du dimanche soir au dimanche matin suivant, pour de faibles appointements. Mais c'est une bouche de moins à nourrir à la table familiale et un peu d'argent qui rentre à la maison... Les travaux agricoles sont dépendants de la météorologie. On écoute les prévisions à la radio française ou à la radio suisse



de ferme en ferme. On ne porte plus le lait à la beurrerie-fromagerie, cette dernière assure la collecte matinale à l'aide de bidons transportés par un camion. Les marchés hebdomadaires ont beaucoup d'importance pour l'écoulement des produits locaux et l'achat des vêtements ou des ustensiles que l'on ne trouve pas au village. Sur les marchés de Bresse, la volaille y tient une place importante.

La beurrerie de Montcet-Buellas, qui rejoindra la coopérative de Servas en 1974.

plus proche. Les récoltes conditionnent l'avenir. De la fenaison dépend le bétail à conserver pour l'hiver; de la moisson, les revenus à venir. Le maïs et les betteraves sont importantes pour la Bresse et la vigne pour le Bugey. Les cultures dérobées (blé noir) sont récoltées à l'automne et le bois est coupé durant l'hiver. Des fermes du Bugey vivent en autarcie lors des épisodes de fort enneigement. Bien des productions exigent du personnel saisonnier ou l'entraide entre voisins, comme les battages où chacun a son rôle. Au cours des soirées de fin d'automne, le maïs est « dépillé » pour être mis à sécher, en grappes, sous les avant-toits des fermes de Bresse. Lorsque le porc familial est abattu, on invite ses voisins à un repas ou on se limite à leur offrir une part des abats, s'assurant un retour. Ce porc est abattu par un « tueur », sollicité

Le champ de foire de Bourg-en-Bresse dans les années 1970. Il sera transféré le 2 septembre 1986 au foirail de la Chambière.



L'importance des fêtes au village

Les fêtes avaient un caractère religieux ou laïc. Pâques, Pentecôte ou la messe de minuit pour Noël emplissent l'église de ses fidèles. La fête de l'Assomption, le 15 août, donne lieu, si le temps le permet, à des retraites aux flambeaux. Des pèlerinages locaux subsistent, surtout ceux du culte marial. La journée des conscrits (les jeunes hommes qui effectuaient leur service militaire) et la fête patronale, la vogue, allient les deux aspects et le pain bénit est distribué lors de la messe solennelle. Après, les conscrits et conscrites, parés d'une cocarde et de rubans tricolores, expriment leur joie d'avoir vingt ans par des danses ou sarabandes ponctuées de huchements, des cris aigus. Durant la semaine précédente, les garçons ont parcouru les hameaux pour annoncer leur fête, collecter de l'argent et des œufs. Le lundi, ils proposent des crêpes ou des matefaims à la population, sur la place du village. Chaque commune a ses fêtes particulières. Celles liées au monde agricole, les Saint-Antoine (porc), Saint-Vincent (vignerons) ou Saint-Blaise (laboureurs) se déroulent durant

l'hiver, au moment où la nature est endormie. Des communes proposent encore des corsos fleuris ou des fêtes de l'agriculture. Toutes ces fêtes se prolongent par un bal au café du village ou dans un chapiteau spécialement dressé avec la présence d'un orchestre. Là, les demoiselles sont sous une surveillance discrète d'une mère ou d'un frère, pour qu'elles ne succombent pas aux charmes d'un élégant qui pourrait nuire à la réputation d'une famille, la contraception n'étant pas en usage dans les campagnes. En dehors des fêtes de plein air, les familles assistent à la fête des écoles, au repas paroissial, aux concours de belote du Sou des écoles et des sapeurs-pompiers. En certains lieux, des séances de théâtre, de cinéma ou de chorale locale sont proposées. Parmi les sports les plus pratiqués figurent la boule lyonnaise, le football et le basket. Les villages sont encore traversés par quelques roulettes de romanichels, tirées par un cheval. Ces gens du voyage sont autorisés à séjourner quelques jours en bordure du village et leurs enfants sont accueillis dans l'école.



◀ Les conscrits de 20 ans de Saint-Denis-lès-Bourg en 1947.

Le basculement des années 1960

Cette vie de village, au rythme du pas de l'homme et de ses animaux, subit un profond changement avec la mécanisation de l'agriculture et l'augmentation du niveau de vie. La France entre dans une période de prospérité. Des usines s'installent, emploient une main-d'œuvre nombreuse et des paysans les rejoignent, trouvant un complément de revenu à leur travail de la terre. Les paysans, ne disposant pas d'une exploitation suffisamment étendue pour y vivre correctement, abandonnent leurs terres qui sont acquises par des voisins. Ainsi émergent des fermes où la mécanisation se généralise. Une « révolution silencieuse » est en marche pour plusieurs décennies. La prospérité concerne aussi les foyers avec l'émergence des arts ménagers qui apportent du confort et soulagent la peine des femmes. La télévision et l'usage de l'automobile se développent. Le dimanche est consacré aux loisirs et la pratique religieuse régresse. Consommer toujours plus devient une règle et les campagnes se dépeuplent au profit des villes. L'amélioration de la vie n'a pu faire oublier qu'en cette deuxième moitié du XX^e siècle la France a été confrontée à la décolonisation de ses anciennes possessions. Si la guerre d'Indochine est

apparue lointaine, la guerre d'Algérie a été douloureuse en raison de l'appel des militaires du contingent. De jeunes hommes y sont morts, beaucoup en sont revenus traumatisés...

La société est en perpétuelle évolution et elle devient dans les années 1980 plus difficile avec la mondialisation non régulée de l'économie et l'émergence du chômage de masse. Les prix des produits agricoles souffrent d'une mise en concurrence avec les pays émergents, la concentration de la grande distribution et le souci des gouvernants de toujours épargner le panier de la ménagère.

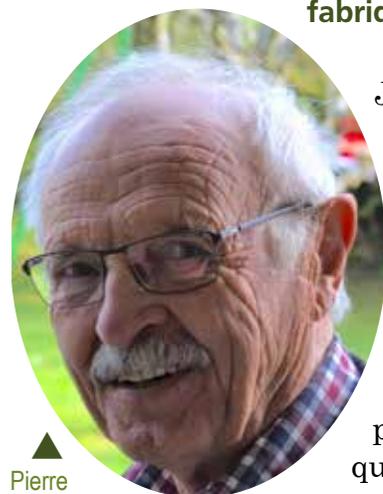
▼ Basse-cour traditionnelle en Bresse. Ici, Maria Favier, de la ferme du Sougey à Montrevel-en-Bresse.



L'électrification des campagnes passe par les moulins

En 1900, on relève l'existence dans l'Ain de 389 moulins qui utilisent la force hydraulique captée sur un fossé, un bief, une rivière... pour scier les planches, fabriquer la farine et électrifier les campagnes.

par Pierre Pélisson



▲ Pierre Pélisson, agriculteur à Izenave.

Jadis, les meuniers tiraient de cette « activité essentielle » un pouvoir sur la gestion du cours de la rivière dont ils abusaient parfois, nécessitant l'intervention des autorités pour garantir l'accès à l'eau de tous. En particulier des paysans, qui en avaient besoin pour

abreuver les animaux ou pour irriguer les prairies. Ces moulins, souvent perchés pour accroître la chute d'eau servaient à scier le bois ou à écraser le grain. Des canaux d'amenée d'eau déviaient le cours naturel de la rivière dont le lit abandonné se transformait en « morte ». Les syndicats des bassins versants s'emploient aujourd'hui à rendre aux rivières de l'Ain leur cours originel.

184 rivières et ruisseaux dans l'Ain

Une large part des villages de l'Ain disposait de moulins, à l'exception de la Dombes où ils restaient rares, faute de rivières dans sa partie centrale.

Sur certains de ses 184 cours d'eau ⁽¹⁾, le département de l'Ain comptait 389 moulins dont 91 avaient vocation à produire de l'électricité. Quelques moulins,

comme celui de Cézille entre Montrevel et Foissiat, bénéficiaient de l'énergie électrique produite par une génératrice installée sur le même cours d'eau.

L'accès à l'électricité restait rare en milieu rural. Les villes étaient mieux équipées. Quand Bourg s'éclairait dès 1889 grâce à des becs de gaz alimentés

par une usine de production locale ⁽²⁾. Oyonnax bénéficiait d'un éclairage électrique assuré par l'unité installée sous la chute de l'Oignin au « Saut de Charmine » dans la commune de Matafelon. Gex profitait d'une unité de production installée à Divonne. Mais c'est encore un tramway à vapeur qui reliait Gex à Ferney, la ligne étant prolongée jusqu'à Genève par un tramway électrique. L'électrification en milieu rural démarra réellement après la Grande Guerre de 1914-1918. Au début des années 1960, un syndicat d'électricité fut créé pour remédier à l'absence de réseau électrique

dans certains hameaux ou fermes des secteurs les plus isolés du département.



▲ L'électricité et le tracteur ont bouleversé la vie et le travail à la ferme.

En 1900, 83 ruisseaux et rivières de l'Ain accueillait des moulins

Bresse-Revermont: 21

Reyssouze – Bouillet – Loëze – Sevron – Durlande – Reyssouzet – Buttière – Jugnon – Petit Loëze – Solnan – Newport – Quinte – Ausson – Ternant – Virolet Chalix – Menthon – Enfer – Sâne – Seille – Suran

Dombes – Côtière – Val de Saône – Bords de l'Ain: 21

Grand Rieux – Maître – Longevent – Callonne – Sereine – Vieux Jonc – Tiret – Seynard – Vieudon – Bourbon – Cotet – Mormond – Bajard – Renom – Morbier – Talançon – Formans – Veyron – Chalaronne – Fontaine d'Or – Veyle

Bugey – Bassin Ain (Est): 13

Albarine – Oignin – Valey – La Moulaz – Merlet – Noirefontaine – Furans – Colognat – Le Riez – La Fouge – Ain – Oiselon – Arène

Secteur de Lhuis – Innimont: 3

Vivier – Nant – Caline

Belley – Valromey – Rhône Sud: 13

Avière – Bergon – Séran – La Brivaz – Furans – L'Ousson – La Dorche – Lachat – Vergine – Riou – Gland – Agnens – Petit Rhône

Michaille – Pays de Gex: 12

Valsérine – Semine – Oudard – Divonne – Versoix – Amaz – Nant – Chevelu – Berentin – Pissou – Serin – Clerfond.

(1) 113 sont des affluents du Rhône, dont la rivière d'Ain et ses affluents, et 71 sont des affluents de la Saône.

(2) Gaz de houille qui générant un résidu, le coke, utilisé pour la construction en mâchefer de nombreuses maisons de Bourg-en-Bresse.



Enfin la reconnaissance des agricultrices

- Portrait d'Estelle Robin, les femmes poussent les portes du syndicalisme agricole
- Les agricultrices, enfin reconnues, sortent de l'ombre

Marie-Thérèse Robin, agricultrice avec son époux Guy à Condeissiat, fut une ardente militante de la JAC qui s'engagea ensuite à la FDSEA et à la MSA de l'Ain.

Estelle Robin pousse les portes du syndicalisme agricole

Marcel Robin et Marthe Pelletier sont originaires de Condeissiat. L'année de leur mariage, en 1926, ils s'établissent à Saint-Denis-lès-Bourg sur une ferme au cœur de ce village de Bresse. Aînée de leurs huit enfants, Estelle, née à Saint-Denis en 1927, fréquente l'école primaire puis passe deux ans à l'école ménagère chez les religieuses de Saint-Joseph à Bourg-en-Bresse. À 16 ans elle revient sur l'exploitation en charge de la porcherie, tâche dévolue en Bresse aux femmes. Elle traite aussi à la main une dizaine de vaches, soigne les volailles, entretient le jardin, sarcle les betteraves fourragères et bine le maïs. À la maison, elle aime cuisiner et, le dimanche, elle s'amuse des farces de ses cousins. Sa bonne humeur et son courage suscitent leur admiration. Dans les sombres années de l'Occupation, le fréquent passage à la ferme des citadins à la recherche d'œufs et de volailles est une autre diversion à ce quotidien de labeur. L'hospitalité et la bienveillance sont au cœur de cette maisonnée pétrie de valeurs chrétiennes. À la Libération, Estelle participe aux réunions locales de la JAC mais aussi à celles du tout jeune Cercle des jeunes agriculteurs.



▲ Estelle Robin en 1955 sur la ferme familiale de Saint-Denis-lès-Bourg.

Une jeunesse militante de la JAC au CDJA

Deux fois par mois, Estelle prend le train de nuit, avec ses banquettes en bois de troisième classe, pour rejoindre en huit heures la capitale et travailler au CNJA. Le lendemain ou le surlendemain, elle reprend le train et arrive à 4 heures du matin à la gare de Bourg. 3 km restent à faire à pied ou en bicyclette par tous les temps. Juste le temps d'une toilette

et d'un café, elle enfile blouse et bottes pour aller traire. La JAC offre une large gamme d'activités. Une fois par mois, elle rejoint d'autres jeunes à la réunion de secteur du Cercle d'études où l'on met en commun les résultats des enquêtes locales : conditions de vie, de travail, vie familiale et/ou communale. On lit aussi l'Évangile, on en débat. Le

social et le spirituel se rejoignent. Les échanges s'accompagnent de réalisations : séances récréatives, conférences et débats sur le métier, organisation professionnelle, hygiène de vie, psychologie des garçons et des filles. On organise les fêtes de la terre. À celle de

Saint-Denis-lès-Bourg, Estelle veille à ce que tous assurent une tâche afin que chacun soit reconnu en exerçant une responsabilité, même modeste. Estelle rayonne et appartient à l'équipe départementale et régionale de la JAC féminine.

La JAC ou le CNJA ?

Elle est vite sollicitée pour entrer au Cercle des jeunes agriculteurs de l'Ain. Elle accepte, non sans perplexité : la JAC, où elle a puisé l'essentiel de ses convictions et son sens de l'action, reproche au Cercle des jeunes de la CGA une identité floue. La hiérarchie de la JAC, évêque en tête, déclare aux dirigeants de la CGA : « Si vous voulez que nos militants travaillent à la mise en route du Cercle des jeunes agriculteurs, faites de lui un simple service de la formation professionnelle, sans monopole : que ce service organise stages et voyages d'études à l'étranger mais qu'il ne déborde pas sur le terrain des loisirs... ».

L'Église veut garder la main sur la formation des jeunes esprits ruraux. Estelle saisit ces arguments mais c'est cette JAC qui lui a enseigné que les catholiques devaient s'impliquer dans les combats institutionnels et participer à la vie des organisations agricoles. Cette idée l'emporte et l'embarque avec quelques amis au CDJA. Elle découvre que les tensions sont vives aussi entre les aînés, divisés par des différences idéologiques. Elle s'en affecte, plus portée au compromis qu'à l'intransigeance. Ses amis la voudraient plus incisive mais elle reste persuadée qu'on peut conserver ses convictions tout en étant souple dans les débats.

L'entrée des jeunes et des femmes dans le syndicalisme

C'est dans cet état d'esprit qu'en 1954, elle aborde sa responsabilité de vice-présidente du CNJA, devenu association 1901. La JAC manifeste ses réserves,

estimant que les contours du nouveau CNJA sont toujours mal définis par rapport au syndicalisme, à la profession, aux mouvements de jeunesse surtout.

Avec Hubert Bouchou, le jeune président national béarnais, Estelle organise un premier rendez-vous avec Michel Debatisse, secrétaire général de la JAC, et des rencontres entre le CNJA, la JAC et la FNSEA sont convenues avec trois ordres de préoccupations : quelle structure inventer pour que les jeunes apportent collectivement leurs idées et leur dynamisme au syndicalisme ; quel type de vulgarisation de progrès

Une capacité « diplomatique »

Grâce à son charisme, des hommes et des femmes acceptent ce qu'ils refusaient jusqu'alors. La force de sa gentillesse fait qu'on ne peut pas lui résister. Des statuts s'élaborent : dans le cadre d'une union de syndicats, le CNJA disposera d'une autonomie juridique et financière par rapport à la FNSEA dont il sera en même temps une partie composante.

Dans ses instances nationales, régionales, départementales, il devra comprendre obligatoirement un certain nombre de femmes.

La FNSEA reconnaîtra le bien-fondé de ces propositions lors de son congrès de 1956 et acceptera l'entrée des jeunes et des femmes. Une étape insuffisante

technique mettre en œuvre ; de quelle manière les femmes peuvent-elles s'insérer dans la vie syndicale ?

Il n'y a pas d'unanimité sur ces questions au sein des organisations et selon deux cadres administratifs associés aux pourparlers, la sérénité d'Estelle apaise les vents contraires.

Solidaire de son équipe, elle raisonne avec sérieux sur ce que les jeunes peuvent faire ou non.

pour Estelle : avec ses coéquipiers, elle pense que pour passer des principes aux faits, des actions concrètes doivent être menées sur le terrain.

Depuis plusieurs années, elle se bat pour que des agricultrices deviennent de vraies professionnelles. Sur tout le territoire et conjointement organisés par le CNJA et la JAC, des stages technico-économiques se poursuivent. Elle veille à ce que les femmes y participent avec les hommes et elle crée ainsi une « petite révolution ».

D'autres problèmes la sollicitent : ceux de l'Europe en particulier. À Odense, au Danemark, elle découvre, avec d'autres, l'expérience danoise de la formation des cadres paysans. Quelques mois plus

tard, la FNSEA, le CNJA et la JAC s'en inspireront.

À la conférence de Stresa, en 1958, sont invités les dirigeants des organisations agricoles des six pays de la Communauté naissante.

Un couple engagé

Dans la même période, le chemin d'Estelle croise celui de Marcel Deneux qui devient son mari en avril 1969. Avec lui, elle exploite la ferme de Beaucamps-le-Vieux dans la Somme, à 600 km de sa Bresse natale.

Elle a remplacé la blouse par la cote pour aller traire, mais c'est le même courage qui l'anime dans l'exploitation où elle travaille en professionnelle et suit de près la production laitière, la comptabilité et la gestion. Dans sa demeure où elle élève ses quatre enfants, elle tient table ouverte et assure ses engagements dans les associations d'agriculteurs, aux parents d'élèves, au catéchisme... Son mari est happé par de multiples tâches départementales et nationales. Dans la présence ou l'absence, portée par des valeurs communes, elle le soutient. Vaincue par la maladie, Estelle Deneux-Robin décède le 12 octobre 1994. Elle venait d'avoir 67 ans. Elle restera pour tou-

Un fait marquant : la présence d'une seule femme, Estelle. C'est au cours de cette conférence que les Six se prononceront en faveur de l'exploitation agricole familiale dans l'Europe communautaire.

jours la femme venue de l'Ain, première agricultrice engagée du syndicalisme agricole français.

D'après un reportage de Marie-Thérèse Nouvellon publié dans la revue *Paysan* en 1995

Estelle et Marcel Deneux à la traite sur leur ferme de Beaucamps dans la Somme.



Les agricultrices enfin reconnues sortent de l'ombre

Née en juin 1942, Monique découvre la vie à Saint-Julien-sur-Veyle entourée de Jean-Claude et Élisabeth Vivier, ses parents, de son grand frère Maurice et de sa petite sœur Suzanne. Après le décès de sa maman, en 1946, Monique vit plusieurs années chez ses grands-parents et, après le remariage de son père, elle est élevée par sa deuxième maman, Agathe. Très vite, Monique s'adapte à la vie paysanne tout en allant à l'école communale, en ayant son certificat d'études primaires, et ayant suivi des cours de l'école ménagère de Vonnas puis de ceux des religieuses de la rue Bourgmayeur à Bourg-en-Bresse. Elle suit deux années de formation agricole comprenant des voyages, de la couture, des sciences, du théâtre... Durant cinq ans, elle participe à la vie de la ferme de ses parents, rythmée par la traite, les soins aux volailles, le sarclage à la main dans les champs dès l'aube avec son père passant la bineuse avec le cheval entre les rangs de maïs, les récoltes à la main... tout en s'occupant du jardin, des repas et de toutes les autres tâches quotidiennes qui ne laissent pas de temps pour sortir, sauf pour aller à la messe.

Monique et Maurice Martin-Peulet devant leur ferme-auberge « Aux Pierres », à Saint-Julien-sur-Veyle. ►



L'absence de confort dans les fermes des années 1960

En 1960, Monique rencontre Maurice Martin-Peulet, élevé par son parrain à la ferme « Les Ayes » à Vonnas. Le jeune couple se marie en 1963 et reprend la ferme de Vonnas. Dans ces années 1960, le confort à la campagne est encore des plus sommaires : pas d'eau courante, ni de toilettes, sinon au fond du jardin, on va tirer l'eau au puits pour remplir les bacs dans lesquels faire refroidir le lait. Pas de téléphone ni de voiture pour faire venir le vétérinaire, avant de pouvoir « s'offrir » une 2 CV fourgonnette. Le couple, qui donne naissance à trois enfants nés en 1964, 1966 et 1967, ne se plaint pas. Monique ne garde pas de mauvais souvenirs de ces sept années de vie aux Ayes. « On avait l'insouciance de la jeunesse, on travaillait à l'ancienne, on se contentait de peu et on fonçait tout en apprenant de nos erreurs. On est parti pour nos premières vacances

avec les enfants en 1971 et en 4 L! » se souvient-elle en riant. En 1970, la famille s'installe à la ferme « Les Pierres » à Saint-Julien-sur-Veyle et réunit les deux fermes, agrandissant ainsi l'exploitation à 25 ha, un cheptel de vaches jusqu'à une soixantaine, l'élevage de volailles de Bresse, la culture des céréales..., installant peu à peu le distributeur automatique, l'utilisation des concentrés, puis la salle de traite en 1982, s'équipant de matériels tels le tracteur. La comptabilité n'est pas tenue mais la TVA se met en place en 1970. Monique participe alors à des stages pour apprendre à enregistrer les factures, remplir les déclarations d'impôts, « réunions auxquelles peu de femmes sont présentes », se souvient-elle. En 1998, le couple passe peu à peu la main à leur fils, Gilles. Eux retournent s'installer à Vonnas en 2003.

Une implication profonde pour la reconnaissance des femmes

Monique a du caractère et ne recule devant aucune initiative. Ainsi en 1981, elle répond à la demande de Marie-Thérèse Robin, de Condeissiat, qui la sollicite au poste de responsable de la section féminine de la FDSEA de l'Ain. Monique accepte. Elle est élue à la commission

féminine du département puis sera, deux ans plus tard, la première femme élue au bureau de la Chambre d'agriculture. Durant neuf années, elle ne cessera de promouvoir la place des femmes dans l'agriculture et se battra pour la reconnaissance de leur statut.

Se former aux responsabilités

Monique participe à des formations nationales, dont une en 1983 de cinq jours, à Draveil dans la région parisienne et une autre dans l'Ain de 800 heures sur l'année destinée aux nouveaux élus de la Chambre d'agriculture. Visites sur le terrain, rencontres, formations, conférences, exercices de prise de parole... s'enchaînent. Cinq journées hors de la ferme qu'elle a dû préparer en vue de son absence pour laquelle il fallait avoir

alors l'accord de son mari. Une expérience très enrichissante « pour mener à bien mon travail dans le département » souligne-t-elle. En 1983 déjà, Monique pointait l'importance de la place des agricultrices aux côtés des hommes. Elle rappelle qu'en 1977, leur congé maternité était de deux semaines alors que celui des salariés était de 14 semaines et qu'en 1984, nombre d'agricultrices ne connaissaient pas encore ce droit.

Émanciper les femmes de leurs maris

Elle relève qu'en 1966, « les femmes n'avaient pas le droit de signer les chèques, tout étant au nom de « monsieur », les

femmes restant d'éternelles mineures. Grâce à sa ténacité, ses nombreux voyages et réunions lui permettant d'échanger et aussi d'apprendre. Monique n'a pas cessé de se battre pour faire reconnaître les femmes « agricultrices » et leur permettre de bénéficier de formations. Il fallait un véritable statut pour que leur travail à la marche de l'exploitation soit reconnu et officialisé. Peu à peu, la participation aux stages mis en place augmente et dans les années 1980, beaucoup de sessions sont remplies à 100 %. Un travail de longue haleine commencé et mené par Monique notamment auprès des jeunes femmes extérieures au milieu afin qu'elles puissent s'insérer dans le monde agricole.

Monique Martin-Peulet en compagnie de la Corrézienne Michèle Chezalviel, qui fut la première vice-présidente de la FNSEA.



De l'agriculture au tourisme rural

Curieuse, elle s'intéresse à la diversification des exploitations pour générer un complément de revenu. En 1989, la Chambre d'agriculture de l'Ain rejoint le réseau « Bienvenue à la ferme ». Une nouvelle fois, Monique s'engage, voyage, participe à des congrès et au développement des chambres d'hôtes et des fermes auberges. Elle-même ouvre une ferme-auberge « Aux Pierres » puis,

en 2003, deux chambres d'hôtes dans la maison de la ferme de Vonnas. Très impliquée dans l'agrotourisme, elle devient présidente des Gîtes de France de l'Ain de 1995 à 2006. Elle réussit à réunir les centrales de réservation existantes pour les Gîtes ruraux, Clévacances et Chambres d'hôtes. Une action réussie mais qui, « hélas sera dissoute après 2007 » regrette Monique.

Enfin, le statut de l'agricultrice

Cette activité intense alliant vie de famille, travail à la ferme, déplacements, réunions ou rencontres et vie syndicale a permis à Monique de toujours « apprendre, toujours apprendre » pour transmettre, afin que le statut de la femme tellement espéré soit enfin reconnu. Monique se félicite de voir que les conjointes ont pu accéder au statut d'exploitante, statut leur permettant depuis 2012 d'être associée en tant que telle en GAEC, et non en tant qu'épouse comme c'était encore le cas en 1985. Monique regrette de ne pas s'être investie davantage sur le dossier de la retraite, un domaine qui demande encore à ce jour à être amélioré. Monique relève la très importante mécanisation des années 1960 qui a apporté aux hommes comme

aux femmes de meilleures conditions de travail et allégé la pénibilité des tâches. Depuis le décès de Maurice en 2011, elle savoure les moments partagés en famille, tout en accueillant toujours ses hôtes, et déploie son dynamisme dans le cadre de diverses activités bénévoles sans oublier de cultiver son potager.



Monique Martin-Peulet, grande promotrice de l'agrotourisme, devant sa ferme-auberge renommée « Aux Pierres ».



Le rôle des agriculteurs de l'Ain pendant la guerre

- Sous l'Occupation, les agriculteurs approvisionnent les maquis de l'Ain
- Charles Péliçon : souvenirs de guerre d'un enfant du Bugey
- L'organisation du ravitaillement serait aujourd'hui plus complexe

Ravitaillement du maquis de l'Ain en août 1943 entre les fermes de Morez et des Combettes sur le plateau du Retord.

Sous l'Occupation, les agriculteurs approvisionnent les maquis de l'Ain

Sous l'Occupation, les familles peinaient à s'approvisionner. Restrictions généralisées, tickets de rationnement, pénuries dans les magasins, marché noir, réquisitions... dominaient la vie quotidienne. L'agriculture de l'Ain a assuré l'approvisionnement des villes et des camps des maquis de l'Ain. Florence Saint-Cyr Gherardi, responsable du musée de la Résistance de Nantua, relate « ces jours sans ».

Dans les camps du maquis de l'Ain, la clandestinité, l'isolement, les rigueurs de l'hiver, la perte du droit aux tickets de rationnement obligent les combattants de l'ombre à sortir des bois pour s'approvisionner. Romans Petit, chef des maquis de l'Ain, évoque les difficultés du ravitaillement. « Les problèmes d'in-

tendance [...] sont difficiles à résoudre, car les paysans sont dépouillés par les autorités d'occupation. Ils ne disposent que de fort peu de viande et de pommes de terre. Nous n'avons donc chaque jour que des carottes ou des navets, de temps à autre du gibier et, parfois – c'est alors une grande joie – de la viande. »

Des coups de main et parfois des vols

En Dombes, début 1943, Henri Durand, agriculteur à Sandrans, prend la responsabilité d'un réseau de ravitaillement. Avec le peu d'argent reçu de l'État-major régional, il achète des bêtes qu'il tue clandestinement. De la farine, des pommes de terre et du riz sont collectés et acheminés en camion vers les camps par le transporteur « Tonin ». Le 28 septembre 1943, un coup de main de l'Intendance de l'Armée à Bourg

permet de récupérer près de dix tonnes de vivres procurant des réserves au maquis pour plusieurs mois. Le 30 octobre 1943, 4 800 kg de fromage et 400 kg de beurre sont dérobés à la fromagerie Reybier de Saint-Germain-de-Joux. Le 6 décembre 1943, un camion et son chargement de 6 645 kg de pommes de terre sont récupérés par le maquis à proximité de Nantua. Les coups de main pour se procurer de la nourriture

sont nombreux de janvier à juin 1944. Ainsi, le 24 janvier, 1 000 kg de gruyère sont volés à Villes. Le 2 février, le dépôt de la Société d'alimentation L'Aurore à Oyonnax est dévalisé. Denis Owen Johnson, « Paul », agent du service secret britannique qui a partagé le quotidien des maquisards de l'Ain, témoigne lui aussi d'une nourriture pas toujours équi-

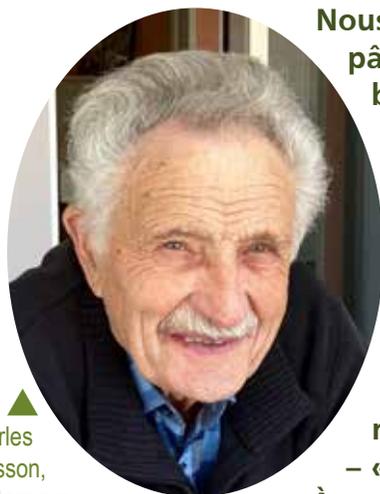
librée mais suffisante. « J'ai le souvenir des deux cuistots du camp Michel qui nous distribuaient le comté en grosses tranches que l'on mangeait soit seules, soit avec de la confiture dessus. Comme le pain était rare à l'époque, on confectionnait des sandwiches de la manière suivante : deux tranches de comté avec une tranche de pain au milieu. »

Du bétail réquisitionné

De nouveaux coups de main entre le 24 avril et le 7 mai 1944 sur les fromageries Reybier, Chaillot d'Apremont, Antoine de Leymiat permettent de récupérer plus de 500 kg de fromage, du beurre et de reconstituer des stocks. Des réquisitions d'animaux sont effectuées chez les agriculteurs, payables pour partie à la Libération. Parfois des pillages sont signalés et sévèrement sanctionnés par les responsables des maquis de l'Ain. Les besoins vont grandissants : si le maquis de l'Ain comptait environ 500 hommes en 1943, des groupes de l'Armée secrète les rejoignent et portent les effectifs à plus de 7 000 hommes en juin 1944 ! Romans-Petit évoque les conséquences d'une nourriture déséquilibrée. Certains combattants sont atteints par le scorbut. « Nous n'avons pas mangé de légumes depuis dix jours, ni de pain.

Cent grammes de viande ont composé notre unique nourriture quotidienne. » Des réquisitions sont effectuées en échange de bons payables à la Libération jusqu'à fin juillet, et même acquittées comptant en argent aux agriculteurs et commerçants à partir d'août 1944. À titre d'exemple, le 14 août 1944, une vache réquisitionnée chez Paul Sonthonnax, cultivateur à Apremont, d'un poids de 545 kg estimée à 11,50 F poids vif le kg, est payée comptant à l'agriculteur pour une somme de 6 267,50 F. Si les coups de main ont permis d'établir temporairement des réserves, la survie du maquis a été étroitement subordonnée à la complicité du monde rural qui, en se montrant solidaire, s'est exposé et a été touché par la répression dans l'Ain, conclut Florence Saint-Cyr-Gherardi.

Charles Péliçon : souvenirs de guerre d'un enfant du Bugey



Charles Péliçon, d'Izenave, se souvient avec émotion de cette douloureuse période de l'Occupation allemande.

Nous sommes en 1943, à Izenave, dans le Bugey. De retour du pâturage, les vaches marchent devant moi, accompagnées du bruit bien particulier des cailloux du chemin entraînés par leurs sabots. Un autre bruit me pousse à me retourner : deux hommes inconnus, à quelques pas en arrière, suivent le même parcours. L'un d'eux porte une arme. Inquiétant ! Je presse les bêtes et nous sommes bientôt à l'entrée du village, où mon père m'attend devant la ferme familiale. Mes « accompagnateurs » se sont éloignés, mais mes premiers mots reflètent ma préoccupation :

– « Deux hommes m'ont suivi, l'un d'eux portait une mitrailleuse ! »

– « Pas si lourd ! » corrige mon père, sans rien ajouter.

À mon âge, dix ans à peine, c'était étrange et même angoissant. Il me faudra des années pour comprendre les faits dramatiques qui allaient dès lors s'enchaîner.

Il s'avéra que les deux inconnus, pour échapper au Service du travail obligatoire (STO), vivaient cachés dans la forêt au-dessus du village. Ils y avaient construit une cabane, un abri précaire ainsi décrit : « Les jours de pluie, l'eau pénètre à l'intérieur. Nous allons alors dormir au village, dans la grange de Clément. Petit-déjeuner avant l'aube et retour à la cabane. »

Peu à peu, d'autres compagnons les ont rejoints. Souvent, de bonne heure le matin, deux ou trois de ces jeunes hommes se présentent à la « fruitière » d'Izenave.

Julien, le fromager, les attend. Il remplit la « bouille à lait », munie de bretelles, que l'un des visiteurs porte sur le dos. Les autres se chargent du transport du beurre, du fromage et aussi de l'eau.

S'y ajoutent, en chemin, des œufs, du pain, recueillis auprès de premiers sympathisants. Dans la forêt voisine,

d'autres réfractaires coupent du bois, encadrés par Gaspard, contremaître d'une entreprise dombiste.

Le maquis de l'Avocat

Certains de ces hommes, avec d'autres, formeront sous les ordres de Jean Vaudan, dit Verduraz, le maquis de l'Avocat, du nom du contrefort montagneux qui surplombe Izenave à l'ouest. Assez rapidement, les effectifs augmentent, les besoins aussi. Ces hommes et d'autres clandestins occupent par intermittence des fermes non habitées : la ferme de Machurieux à Izenave, des fermes

du hameau de Termant à Evosges, la ferme de Bassan près du sommet de l'Avocat, et d'autres encore dans les communes voisines. Un refuge est aussi aménagé dans les gorges de la Fouge, dont l'utilisation est épisodique. Il est de plus en plus difficile de nourrir tous ces hommes. Un de nos voisins leur prépare de temps en temps une fournée de pains. Le boulanger et les bouchers



La ferme de Bassan sur la montagne de l'Avocat, commune de Cerdon, propriété de la famille Chavent, refuge des maquisards détruit par les Allemands.

de Corlier les approvisionnent aussi régulièrement. Et tant d'anonymes apportent une aide plus modeste. Il est probable que cela n'est pas suffisant. Ainsi, un de mes camarades, qui garde ses moutons éparpillés dans un pâturage broussailleux au-dessus du village, constate au moment du départ qu'un bélier manque, avant de réapparaître un peu plus tard, une corde autour du cou! Nous ne saurons jamais s'il avait échappé à une capture, peut-être par quelques réfractaires cachés, isolés, privés de tickets d'alimentation...

L'un des tout premiers résistants apparus à Izenave était surnommé Nan-Nan. Il venait souvent aux provisions à la ferme du maréchal-ferrant. Il récupérait pour le compte de ses copains des pommes

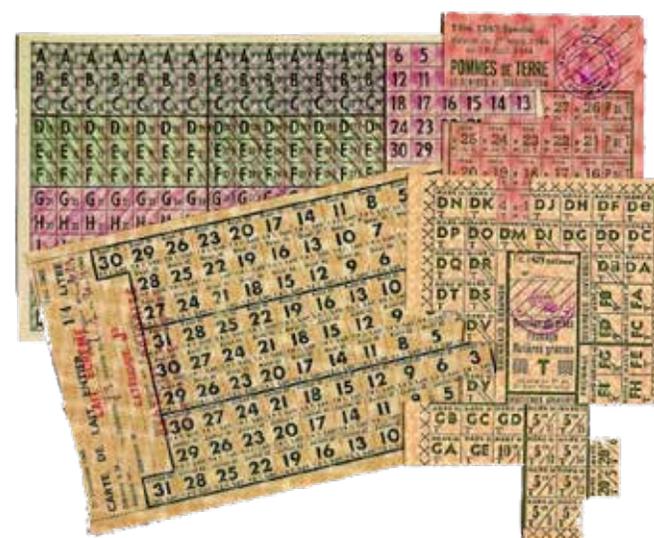
Des pommes de terre mises en silos

Un peu avant la fin de l'année 1943, les résistants doivent préparer les provisions pour l'hiver, en particulier de pommes de terre. Durant une partie de l'année, celles-ci ont été emportées à pleins paniers depuis les caves de certaines fermes d'Izenave et de Corlier et, après la récolte, des quantités plus importantes ont été récupérées. Il reste à les conserver à l'abri du gel et en sécurité, en cas d'incursion ennemie.

de terre, des œufs, éventuellement du matériel. On apprendra bientôt qu'il a conquis le cœur de Marie-Rose, la fille de la maison et leur mariage sera célébré après les épreuves de la guerre. À l'approche de l'hiver 1943-1944, un bovin a été abattu sous le hangar communal. On a dit que la viande était destinée aux maquisards et la carcasse a bien vite disparu, sans que sa provenance soit connue, en ces temps où la parole était rare.

À ce moment-là, les Allemands sont rarement visibles dans notre environnement. Des véhicules de particuliers assurent les déplacements des résistants et le transport de vivres. Des attelages parcourent aussi les chemins forestiers au service du maquis.

Un jour, mon père me désignera, près d'une route de montagne, un monticule de terre et de pierres plates, à peine visible dans les sous-bois: « Là, il y avait un petit silo ». Les tubercules avaient donc passé l'hiver dans ces conditions de fortune, à l'écart des fermes des environs, pour la plupart incendiées. Pendant cet hiver-là, des hommes armés se sont aussi emparés d'une citerne de vin, entre Jujurieux et Hauteville, et



les maquisards furent rapidement suspectés de cette opération. Alors que le maquis de l'Avocat s'organise, de tels coups de main et des embuscades commencent néanmoins à alerter les autorités du gouvernement de Vichy. Mi-janvier 1944, celui-ci dépêche les Gardes mobiles de réserve (GMR), qui arrivent par Corlier et pénètrent dans les forêts d'Izenave, puis au-delà. Des tirs sont échangés avec les maquisards, avant que les GMR se replient, après avoir ravagé la ferme de Bassan et saisi tout ce qui y était entreposé.

À Izenave, des hommes fusillés et la fruitière incendiée

Aux premiers jours de février, le général allemand Pflaum lance contre la Résistance de la région l'opération Korporal, qui se poursuivra jusqu'au 13 février. À Izenave, des hommes sont fusillés, un autre est déporté, la fruitière, si utile, et d'autres bâtiments sont incendiés. À Aranc, le secrétaire de mairie, qui établissait de faux papiers, facilitant l'obtention de tickets alimentaires pour les réfractaires, est déporté, et une répression terrible s'abat sur le village, ainsi qu'à Corlier, Évosges et Montgriffon. Les maquisards, sans abri, pourchassés, errent dans les bois, frigorifiés et affamés. En

fouillant une ferme détruite, un groupe récupère des victuailles qui avaient été prudemment mises en réserve et que le feu avait épargnées. La population vit désormais dans la terreur. Ceux qui avaient jusque-là aidé le maquis ont été les premières victimes de ces représailles.

Qui osera encore fournir une telle assistance? Et pourtant, malgré toutes ces difficultés, au début du printemps 44, on peut voir Maurice, un maquisard convalescent, apporter un peu d'aide dans une ferme d'Izenave, qui l'héberge alors que son unité se trouve dans l'incapacité de le faire.

La peur, toujours la peur

En avril, une nouvelle incursion allemande survient avec l'opération Frühling qui s'étendra du 7 au 18 avril 1944. Le curé d'Izenave est assassiné par des soldats ivres à Châtillon-de-Cornelle et son corps sera rapatrié par des personnes du village, dans une voiture à cheval. Il sera inhumé avec une cérémonie, malgré l'interdiction de l'occupant.



Des Allemands se sont rendus jusqu'aux fermes de Choin et de Bassan, après avoir apparemment obligé certaines personnes de Lantenay à les y conduire, selon ce qu'en a rapporté le curé de cette commune. Tout le troupeau a été saisi à Choin et la ferme de Bassan a été brûlée.

C'est un rude coup pour le maquis Verduraz, qui trouvait là une aide précieuse. La peur, toujours la peur. Les exigences allemandes (bovins, grains) pèsent de plus en plus sur une population astreinte à utiliser des tickets de rationnement. Notre vache Blanchette a été conduite à Brénod sur réquisition, pour être abattue au profit de l'occupant. Chaque jour, des citadins viennent frapper aux portes des fermes. Certains parcourent 60 kilomètres à vélo pour emporter parfois juste quelques kilos de pommes de terre.

En outre, la production dans les fermes souffre, car beaucoup de travailleurs sont prisonniers, déportés, requis, cachés, combattants ou victimes, et font cruellement défaut.

◀ La fruitière d'Izenave, pour avoir cédé du fromage au maquis de l'Ain, a été incendiée par les Allemands le 7 février 1944.

La Libération approche

Au moment du débarquement, en juin 1944, des résistants occupent, au hameau de Brouillat, la « Maison d'en haut ». Il m'a été rapporté qu'une jeune femme, agent de liaison, séjournait également à proximité. Joseph, aujourd'hui nonagénaire, qui habitait en face, se souvient qu'au cours de l'hiver précédent, les occupants de Bassan venaient parfois se ravitailler en lait au hameau. Il ajoute aussi de manière inattendue qu'en juin, les maquisards, qui étaient leurs voisins, leur offraient parfois des produits alimentaires. Ce qui peut sembler surprenant a trouvé un éclairage dans les récits d'après-guerre. Des « coups de main » ont en effet peu à peu compensé ce que la population locale ne pouvait ou n'osait plus fournir. À cela, s'ajoutaient les parachutages, comme celui du 25 juin à Izenave dont

Reconnaissance au monde rural...

Début août, des avions ennemis bombardaient encore Corlier et Nivollet. L'Ain se libérait néanmoins et, à partir de septembre, la guerre s'était transportée plus au nord. Moins de dix-huit mois s'étaient écoulés depuis ce jour de 1943, mais c'était une éternité. Cette période

le contenu fut transporté puis remis à la Résistance par des hommes du village. Une nouvelle opération allemande, appelée Treffenfeld, est lancée du 10 au 19 juillet 1944, et fera une nouvelle victime à Izenave. Une féroce bataille se déroule à Hauteville. À la nuit tombante, une camionnette qui en provient stoppe devant une des premières maisons d'Izenave. Une dizaine d'hommes en descendent. Ils ont mangé un peu de fromage et un peu de lard, avec des tranches de pain qui disparaissaient sans fin. L'enfant de la maison étirait ses bras pour atteindre les dernières miches au fond du tonneau défoncé qui servait de maie. Le fermier n'avait pu offrir de saucissons, car les Allemands en avaient emporté une brassée quelques mois plus tôt, alors qu'ils séchaient, suspendus au plafond de la cuisine.

reste encore marquée aujourd'hui d'une reconnaissance profonde pour tous les gestes d'entraide et les actes de courage qui s'y déroulèrent, notamment dans le monde rural, ainsi que du très douloureux souvenir de ces si nombreuses victimes.

Henri Durand, ce miraculé « fusillé » dans un champ de colza

Henri Durand est né à Sandrans en 1903 dans une famille de paysans dont le père, également prénommé Henri, est comme lui à la fois responsable d'organisations agricoles, maire de Sandrans et conseiller général du canton de Châtillon-sur-Chalarnonne. Henri Durand fils s'engage dans la Résistance avant de devenir à la Libération le président fondateur de la CGA (Confédération générale de l'agriculture) puis en 1945 de la FDSEA de l'Ain et, enfin, en octobre 1948 de l'ADEA.



l'encerclent. Son chef hurle : « Allez, debout, qu'on te tue ! ». Henri Durand se dresse, fait face à ses poursuivants et crie : « Traîtres, vendus, faites votre sale besogne, vive la France libre, vive de Gaulle ! ». Le chef du groupe de la milice, Jean Reynaud (fusillé à la Libération à Caluire), tire avec sa mitraillette. Henri Durand s'effondre, deux balles ont traversé sa poitrine. Le coup de grâce qui devait l'achever frôle son crâne et se loge dans une de ses épaules.

Il rampe en suivant la Chalarnonne

Laissé pour mort, Henri Durand rampe le long de la Chalarnonne jusqu'au moulin Drevet où il est caché. Il y reçoit les premiers soins du docteur Pinay de Châtillon-sur-Chalarnonne avant d'être transporté à l'Hôtel-Dieu, l'hôpital de Bourg-en-Bresse. Un jeune interne, le docteur Weiss qui deviendra médecin à Montrevel-en-Bresse, le soigne et le soustrait à une fouille conjointe de la milice et des Allemands. Grièvement blessé, c'est dans la famille de Benoît Boulon, électricien de Villars-les-Dombes, qu'il se cache avant de retourner auprès des siens à la ferme du Bessay d'où il poursuivra son activité résistante.

Ces éléments sont tirés d'un témoignage manuscrit écrit par Henri Durand et conservé par son fils, Marcel.

Chassé par la milice

Résistant, il faisait établir des faux papiers, organisait à la ferme du « Bessay » des parachutages pour alimenter en armes et en argent les résistants locaux. Pour leurs besoins en pain, il détourna même un camion de farine ! Le 26 mai 1944, Henri Durand se rend en vélo à Châtillon-sur-Chalarnonne où il doit remettre à deux jeunes maquisards de fausses identités. Il est aussi porteur de notes sur la localisation des parachutages et d'argent destinés à la Compagnie Lorraine chassée quelques jours plus tôt des bois d'Illiat. À l'entrée de Châtillon-sur-Chalarnonne, il voit au loin une Traction Avant de la milice. Il tente de fuir sur son vélo. La milice le prend en chasse et tire. Une balle brise sa chaîne. Route du Grobon, il jette son vélo dans le fossé et se réfugie dans un champ de navette. Les miliciens

III-3

L'organisation du ravitaillement serait aujourd'hui plus complexe

Aujourd'hui encore, l'administration d'État est tenue de se préparer en cas de crise (militaire, météorologique, catastrophe naturelle ou industrielle...), d'organiser le ravitaillement des populations. Il semblerait bien difficile, aujourd'hui, de s'alimenter directement dans les fermes, comme ce fut jadis le cas. Et que notre société s'avèrerait de ce fait plus vulnérable à la pénurie de nourriture.

Marcel Pépin, recruté au service économique de la Direction départementale de l'agriculture en 1984, se rappelle : « Entre 1985 et 2001, j'ai participé à plusieurs exercices de mise en situation fictive de ravitaillement ». Ces actions doivent être coordonnées. Première condition : que les réseaux de transports soient empruntables et le carburant disponible. Idem pour les communications et l'accès à l'eau potable. Il s'agit ensuite de pointer les lieux d'approvisionnement et de conditionnement des denrées alimentaires, parfois éloignées des lieux à ravitailler. « L'approvisionnement en lait n'était pas simple », confirme-t-il. « Parce qu'il faut d'abord disposer de lait (ce qui suppose parfois de fournir des groupes électrogènes aux agriculteurs), ensuite le mettre en brique, à Vienne, seule usine capable de le faire à un rythme industriel. » Les pommes de

terre, rares dans la région, devraient être acheminées du Nord, de la Bretagne... En décembre 1990, suite à des chutes de neige exceptionnelles, plusieurs communes de l'Ain ont été coupées du monde. La cellule de crise a œuvré dix jours et 10 nuits pour rétablir câbles et tuyaux. « Tout le réseau d'eau potable de la zone Bresse-Revermont s'est trouvé à sec, faute de pomper sur les puits de Conflans. Il a fallu amener un puissant groupe électrogène, très lourd, à la carrière Famy à Confort. Le porte-char a mis plusieurs jours pour gravir la côte de Corveissiat. » Durant cette période, où les routes étaient impraticables pour les automobilistes, plusieurs agriculteurs avaient spontanément sorti leurs tracteurs pour alimenter tout ou partie du village en pain et denrées de première nécessité.



IX

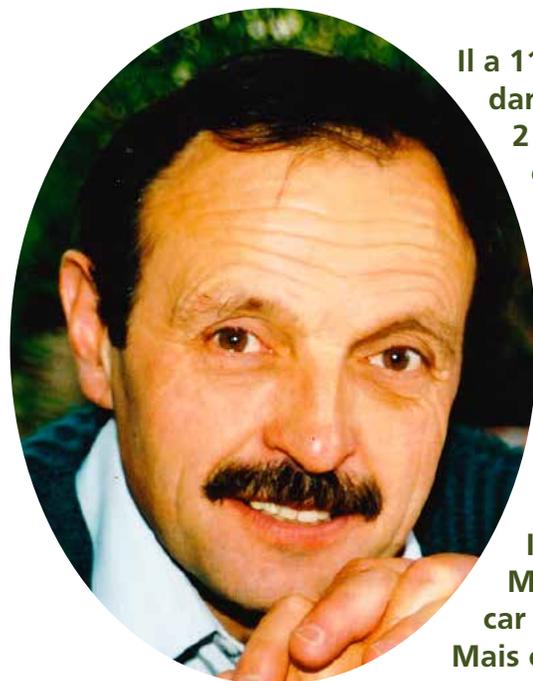
Souvenirs d'un enfant d'Izenave

- Dans cette étrange époque qu'on appelle « les années folles », un petit garçon d'à peine onze ans se souvient de la vie simple, travailleuse et droite de sa famille paysanne. Sur le chemin de l'école, il nous fait découvrir son cher village de montagne.

◀ Un petit village bien paisible dans sa combe verdoyante, unissant des générations heureuses.

C'était hier, il y a moins d'un siècle...

par Pierre Péliçon



Il a 11 ans. Ses parents et grands-parents habitent ensemble dans la dernière maison du petit hameau, à environ 2 km du village de l'école primaire où garçons et filles occupent l'unique classe. Il vient tous les jours, à pied, de la maison familiale à l'école; agréable balade au printemps renaissant; véritable expédition aux froidures de l'hiver, quand la bise venue du grand nord racle la neige et l'emporte par vagues. Il n'a pas oublié le contenant dans lequel sa maman a préparé soigneusement son repas de midi, en le saupoudrant d'une pincée de tendresse. Il n'a pas oublié non plus son sac en cuir accroché à l'épaule contenant cahier du jour et livres. Il est très studieux. Il a appris consciencieusement ce texte de Guy de Maupassant « Les paysans ». Il préfère pourtant les vers, car les rimes l'aident à mémoriser. Mais c'est le maître qui choisit !

Il fait beau. Il va à son pas. Il pense à sa maman: « Que de travail ! ». Avant de préparer le repas, elle avait déjà traité les vaches.

Oh, il n'y en a que quatre en ce moment, mais c'est quand même du travail; et l'eau à la fontaine, et le petit-déjeuner, et la vaisselle...

Elle met un point d'honneur à faire briller les meubles, son vrai patrimoine, le lien

avec les générations précédentes et ce qui restera après elle.

Plus tard dans la journée, si l'orage venait à troubler l'ordonnement de la fenaison, il lui faudrait prendre la fourche en bois aux embouts en corne de chèvre, pour aller, pressant le pas, mettre le foin « en couchons »: c'est-à-dire en tas bien agencés dans lesquels la pluie ne pénétrera pas.

Le père aux joues déchirées de rides

Pour le père aussi, c'est difficile: le champ de pommes de terre à sarcler à plusieurs reprises, puis à butter. Et ces doryphores qu'il n'arrive pas à éliminer, et le traitement du mildiou à la « bouillie bordelaise » qu'il faut répéter.

Il est fatigué d'avoir tant de fois gravi la pente raide du massif pour aller couper le bois pour l'hiver, à la hache. Et cette montagne de fagots qu'il faut préparer pour allumer le poêle, mais surtout pour chauffer le lait dans les chaudières de la « fruitière ».

Chaque « sociétaire » doit le faire, son tour venu, et ce tour revient souvent.

Du ravaudage au jardin...

Sa grand-mère, assise à ses côtés, répare les accros ou raccommode les chaussettes de la maisonnée. Elle aussi va du fauteuil au lit, vieillie avant l'heure par l'exigence des travaux de la ferme ou du jardin. Mais ils ne s'interrogent ni sur leur état, ni sur leurs conditions d'existence et de labeur qui l'ont engendré.

Dans chaque maison ou presque du village, des anciens, assis à longueur de journée, pratiquent les mêmes ac-

Puis il y a eu cet été, fait rarissime dans ce secteur, l'orage de grêle qui a broyé le champ de blé, dont on attendait une belle récolte pour produire la farine boulangère et le son pour les animaux.

Il est usé prématurément ce père dont les joues sont déchirées par les rides, usé avant l'âge, comme son père assis dans le fauteuil, près du poêle, dont la main décharnée, comme crispée autour du manche de la petite baratte, imprime un mouvement presque mécanique à ce dernier pour transformer la crème en beurre.

Rare service qu'il puisse encore rendre aux siens.

tivités, enfin les mêmes occupations et ressassent les mêmes souvenirs, surtout ceux venus des guerres.

Il voit bien tout cela le petit écolier, cette fatigue, cette usure, il s'en émeut parfois, mais son âge doit aussi être celui de l'insouciance; alors il repartera à l'école après avoir eu droit à un geste de tendresse de ses grands-parents en s'extasiant au passage d'un vol de pigeons ou d'étourneaux.

Chaleureuses veillées...

Ce matin, il part à l'école avec le cœur léger. Ses parents lui ont dit que les voisins du hameau viendraient pour la « veillée ». C'est un évènement et l'un des rares soirs où le petit garçon, une fois le « souper » terminé, n'entend pas la phrase cruelle « il est temps d'aller te coucher ». Oh, il se fera un peu oublier, la soirée se passant, pour retarder le moment fatidique et savourera ce sursis bienfaisant. Les femmes discuteront en tricotant un châle avec la laine que la grand-mère aura cardée, puis embobinée. La conversation deviendra chuchotement si vient l'occasion d'une confidence à propos de telle nouvelle grivoise, interdite aux oreilles enfantines. Les hommes casseront les noix, teilleront le chanvre ou tresseront des cordes en interrompant de temps à autre leur labeur pour boire une gorgée de vin. Les grands-parents, cloués à leur fauteuil, savoureront ces instants de convivialité qui suspendront temporairement la fadeur de leur existence. Les enfants, le plus discrètement possible, organiseront un jeu près de la grande cheminée ou joueront avec leurs billes en terre cuite, s'échinant à les loger dans un trou du dallage. Chacun se sera extasié devant l'ampoule électrique suspendue

au plafond, dont le filament orange diffuse, à l'économie, sa lumière sur le cercle des veilleurs qui s'en émerveillent. En effet, grâce au hasard bienveillant de l'installation d'une ligne à moyenne tension qui passe devant deux maisons de ce hameau, celles-ci bénéficient du « courant » par l'intermédiaire d'un transformateur suspendu à un poteau. Mais les autres maisons, dispersées dans les champs, devront attendre, comme les villages situés sur l'autre versant de la vallée. Cette lumière artificielle est donc une forme de privilège qu'apprécient les visiteurs et contribue à la bonne ambiance des soirées.

Mais l'horloge, intraitable, pousse, semble-t-il, de plus en plus vite ses aiguilles vers l'heure fatidique de la fin de la veillée. Elle rythme, depuis plusieurs générations, l'existence de cette famille et ne s'est arrêtée, temporairement, selon la tradition, qu'à l'heure des décès, lorsque la main du maître de maison ou de son survivant est venue bloquer le balancier. Silence de la mort imposé à celle qui, dans la cuisine, rythme la vie. En cette soirée de gaieté, l'horloge viendra simplement contrarier le petit garçon et son ami, car l'heure du coucher sera venue. Oh, ils

auront bien droit à une petite friandise réconfortante. Les « grands », eux, boiront le café, arrosé pour certains d'une cuillerée, ou deux, de cette eau-de-vie issue des prunes du verger et distillée voilà quelques années.

L'horloge, juge intraitable du temps, qui semble sonner les heures toutes les trente minutes, a décidé que le temps de la séparation est venu. Chacun se réjouit de cette soirée que les visiteurs « rendront » dans quelques temps. Ils vont reprendre le chemin de leur ferme, là-bas à l'orée du bois et, bien que connaissant le parcours, ils allumeront la lampe-tempête

Aspirer une bouffée de campagne

Demain matin, il reprendra le chemin de l'école, celui où les cailloux roulent sous les pieds et où, parfois, les flaques d'eau sont si nombreuses qu'il faut sauter à droite ou à gauche pour les éviter, un peu comme si on jouait à la « marelle ». Ainsi, chaque jour, obéissant à la vieille horloge à la caisse chancelante, mais à l'aiguille intransigeante sur son cadran émaillé, surmonté de personnages en cuivre reluisant, il s'en va vers le village. Et, chaque jour, il aspire une bouffée de cette campagne, parfois radieuse, parfois rebelle, lorsqu'à son retour, en hiver, la

pour éviter de trébucher sur un caillou. Et la petite lumière scintillante disparaît au bout du chemin. Demain, le petit garçon se verra confier quelques petites tâches, après avoir fini ses devoirs et révisé ses leçons. Et comme on est jeudi, il repartira au village pour le catéchisme et préparer, étant « enfant de chœur », la messe du dimanche suivant, ceci avec ses petits copains. Ce sera l'occasion de prolonger la rencontre par une partie de « cache-cache » ou de billes. Ils joueront peut-être au ballon avec une vieille boîte de conserve, puis rentreront, heureux, à la maison.

Le sapin du comice d'Hauteville, le roi des forêts, vaincu par la hache du bûcheron mais admiré par le charroyeur.



bise et les flocons lui piquent le visage. Il rencontre, de temps à autre, un charroi de sapins venus des massifs alentours. Souvent de très beaux arbres nourris par une terre riche des plis du relief. Le voiturier marche d'un pas tranquille, s'adaptant d'ailleurs au rythme de celui de ses bœufs. Ceux-ci sont de race salers, avec un beau poil acajou et de longues et belles cornes. Elles sont précieuses ces cornes, à tel point que, quand par accident, un bœuf en perdait une, il était inapte à l'attelage. Il arrivait même que son compagnon rechignât à être apparié avec un nouvel équipier.

L'homme porte son « aiguillon » sur l'épaule; il ne s'en sert presque jamais tant il existe une « complicité » entre l'homme et ses animaux. Le rythme de la marche est adapté à la distance à parcourir et celle-ci peut être importante, les scieries étant parfois très éloignées et pouvant nécessiter un déplacement de plusieurs jours.

Tout retient l'attention du petit garçon: le bruit du roulement des roues à bandage d'acier, avec les ressauts sur les cailloux du chemin; la longueur des arbres, écorcés en forêt et dont la surface, encore humide de sève, brille sous le soleil matinal. Il pense à l'expertise des

forgerons et menuisiers qui ont réalisé un équipement aussi robuste. Il pense aux bûcherons et voituriers qui ont abattu ces arbres énormes et les ont levés sur ces trains de char.

Et l'enfant continue son chemin, cueillant une fleur au talus ou lançant une pierre en direction d'un oiseau pour qu'il s'envole. Il est intrigué par un battement de marteau sur une surface métallique, d'une régularité d'horloge, qui lui parvient de la première ferme du village. Lorsqu'il s'approche, il voit le paysan assis, jambes allongées, tenant un marteau aux formes inhabituelles d'une main et une faux de l'autre, posée à plat sur une petite enclume.

Le paysan « bat sa faux ». Cette opération doit se répéter régulièrement, car, à l'usage et avec les graviers qui peuvent heurter la faux, son tranchant s'émousse. La petite meule avec laquelle il frotte la faux régulièrement ne suffit pas à lui redonner sa finesse. Donc, il faut, par ce martelage, affiner le tranchant de l'outil. Il y a bien, dans le village, depuis la fin de la guerre, quelques faucheuses mécaniques à traction animale; la ferme du « batteur de faux » en possède d'ailleurs une. Mais il faut bien faucher l'herbe du talus, des bordures de fossés ou celle

destinée à un animal boiteux qui n'ira pas aux champs, isolé là dans le verger. La fraîcheur est là en ce nouveau matin de classe. Le petit écolier s'attarde sur le claquement des épaisses semelles de bois de ses galoches qui accompagne le rythme de ses pas. Les chaussettes de laine sont remontées jusqu'aux genoux. Son pantalon de grosse toile les y rejoint et, sur son tricot de laine, il a enfilé un veston qu'il échangera contre sa blouse grise accrochée à la rangée de portemanteaux dans le couloir de l'école.

Il va passer sur le pont de pierre de la petite rivière qui se prélassa près des deux arches. Et, comme chaque jour, ramasser un petit caillou pour le laisser



choir depuis le parapet dans l'eau calme. Il sourira en entendant le « plouf » et admirera avant de reprendre sa route

La motofaucheuse au secours du moissonneur. Que de peines épargnées pour toute la famille !



Les vaches comme les colombes de Michelet ne passeront plus devant la tour moyennâgeuse couverte de lierre.

les cercles concentriques de l'onde allant se briser dans les herbes de la berge. Au pied de la petite côte, la bonne odeur du pain cuisant dans le four de la ferme voisine viendra lui caresser le visage. Il verra le paysan, boulanger occasionnel, assis, comme lors de chaque « fournée », sur un tronc de bois, devant la porte, semblant assoupi. Mais il n'en est rien. Il est attentif à la cuisson. Il sait que la minute de cuisson de trop déposera une couche carbonneuse sur son pain, le privant de son bel aspect doré et croustillant.

Il a pourtant sommeil, le brave homme ; il s'est levé à 3 heures du matin pour pétrir. Il a mélangé, dans le pétrin, la farine et la levure, ainsi qu'un peu d'eau. Ce levain que traditionnellement les paysans du village se transmettent, après l'avoir prélevé dans la pâte prête à enfourner et l'avoir déposé dans un pot de terre cuite. Et tout aussi traditionnellement, l'enfant du paysan est allé le quérir chez le dernier qui a cuit du pain. Et le boulanger d'aujourd'hui accomplira le même rite, le même geste solidaire, pour le suivant.

Ah, il attendrait bien, le petit écolier, la sortie du four de ce pain croustillant et odorant, mais on ne doit pas arriver en

retard à l'école. Pourtant, il va passer, un peu plus loin, devant le « travail », appareil maintenant l'animal, et la forge du maréchal-ferrant. Il est bien difficile de ne pas s'arrêter quelques petites minutes, celui-ci est justement en train d'ajuster le fer d'un cheval. Quel sujet de curiosité que cette fumée dense au contact du fer brûlant et de la corne du sabot ! Et quelle odeur étrange ! Cela vaut bien une petite pause. Mais il faut repartir.

En passant devant l'église, il se souvient qu'il a un chapitre du catéchisme à apprendre pour jeudi matin. Et puis il faut aussi se préparer pour une fête religieuse importante qui doit avoir lieu dans dix jours. Quel programme !

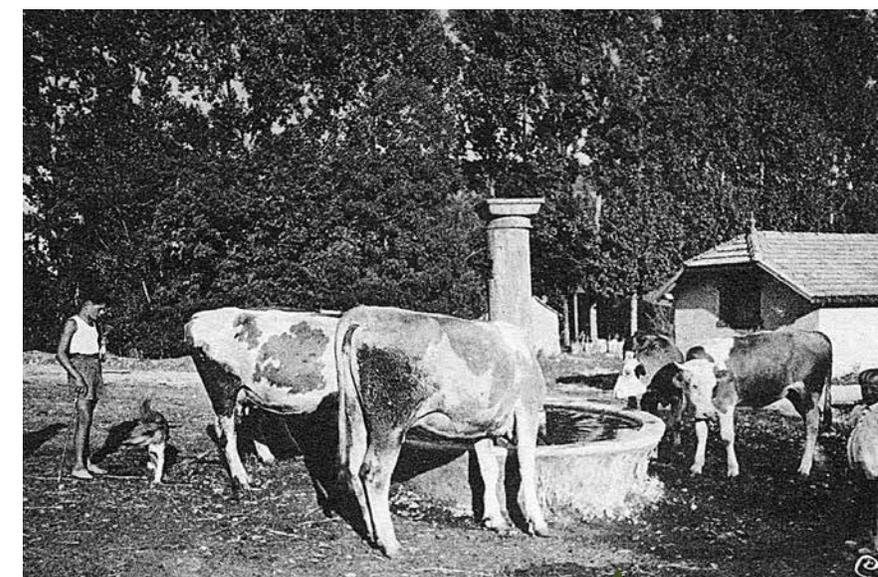
Il croise une dame qui se rend au lavoir en poussant une brouette dans laquelle elle a déposé une lessiveuse pleine de linge qu'elle va frotter dans l'eau froide du lavoir. « C'est pire que ma leçon de catéchisme à apprendre » se dit-il, en poursuivant son chemin.

Il est intrigué, le petit garçon, de croiser, en se rendant à l'école, un jour ici, un jour là, des dames tout de noir vêtues et qui, pour certaines d'entre elles, sont jeunes. Cela inspire déjà la tristesse. Mais elles ont, de plus, le regard bas, le front plissé

et le dos courbé malgré leur âge. Il ne sait pas, le petit garçon, mais ces dames ont sur leurs épaules un grand malheur qui pèse. Le mari, le père de leurs enfants, le fiancé, le promis est parti et ne reviendra pas. Et la jeune dame en noir qu'il croise ne se promènera jamais en tenant la main d'un petit garçon comme lui. Dans ces petits villages, où tout le monde se connaît, se côtoie, se fréquente ou se confronte depuis une éternité, tant d'hommes ne sont plus revenus, tant de femmes portent le deuil. Il passe chaque matin devant ce monument aux morts fait de belle pierre blanche d'Hauteville, à l'aspect marbré, dit « marmoréen », où tant de noms sont inscrits sous les palmes dorées ; mais, dans l'innocence de son âge, comment pourrait-il mesurer le sens profond de cette litanie ?...

Il a bien remarqué que des noms semblables au sien y figuraient, mais comprend-il pourquoi telle tante ou cousine traîne le noir de ses costumes et la mélancolie de son cœur ? En passant là, en ce nouveau matin, il remarqua qu'un petit bouquet de fleurs du jardin y était déposé...

Il passa vers le pont jeter un caillou par-dessus le parapet, attendant le « plouf » et les circonvolutions des



petites vagues, et poursuivit sa route. Il rencontra seulement un homme revenant de la fromagerie, la « fruitière », où il avait porté son lait. Il tenait ses deux seaux par l'anse et avait passé le cerceau qui les avait maintenus écartés pendant le transport autour de son épaule. Comme souvent, le brave homme s'était attardé dans d'interminables palabres avec quelques amis. Là-bas, entre deux maisons, deux chiens de berger se disputaient un os. L'écolier aurait bien fait étape à la « fruitière » située juste à côté de l'école. Il s'y arrête parfois, s'intéressant à la fabrication de

Étape bienfaisante pour le troupeau à la fontaine et pause pour le berger.

IX - 1

l'emmental, ces meules de 80 kg que le fromager transporte, sans fléchir, de la table de fabrication à la cave d'affinage. Mais ce qui l'intrigue spécialement, c'est ce foyer roulant, situé sous les cuves en cuivre que le fromager alimente avec des fagots, pour chauffer le lait avant de l'emprésurer. Ce sont ces mêmes fagots que le père du petit garçon a livrés la veille, le petit voyageur étant assis sur le chargement. Il avait donc pu s'attarder pour voir le fromager prélever dans la cuve, avec une grande toile, le caillé, puis

le transporter jusqu'à la table où sont alignés les moules en bois dans lesquels il le disposa. Puis il serra le moule avec la presse à vis pour évacuer le « petit lait » et donner consistance à la meule. Mais l'écolier s'intéresse plus spécialement à la petite opération qui suit le démou-

lage. Le fromager va, avant d'emporter les meules en cave, en adoucir le pourtour avec une lame et récupérer ainsi une languette de fromage frais, la « rognure ». C'est une matière insipide, mais les écoliers en raffolent. L'enfant imagine déjà la sortie de l'école et la course vers le récipient où le fromager a déposé les « rognures ». Le partage sera plus ou moins équitable mais chacun recevra une part. Elle sera pour tous une gourmandise, mais, peut-être pour certains, l'apaisement d'une faim longtemps refoulée... Mais l'heure avance et dans l'imagination du petit garçon, le risque d'une punition se superpose à l'euphorie de la prochaine dégustation. Et voilà que dans son imagination s'impose cette longue tige de noisetier appuyée contre le meuble de la bibliothèque de l'école. Il est vrai qu'elle est redoutée plus par sa réputation que par son usage puisque le maître ne s'en sert jamais. Mais quand même!... Allez, filons... Pour l'enfant qui, de là, entendait les écoliers jouer dans la cour, la journée s'annonçait agréable. Il fit quelques pas en sautillant et rejoignit l'école et ses camarades. C'était hier, cela fait juste un siècle.

Homage du village à ses enfants pour tant de vies sacrifiées.



La réalité rurale imprègne les énoncés des problèmes de calcul

Dans les années trente, les jeunes élèves qui passent les épreuves du Certificat d'études primaires doivent résoudre un problème de calcul et un de géométrie. Les énoncés des problèmes de calcul tournent autour de la vie concrète d'une région dominée par les questions agricoles. Ainsi, les candidats doivent-ils résoudre les problèmes suivants :

À Montrevel le 10 juin 1931

« Une fruitière a transformé 60 000 litres de lait. Elle a obtenu 62 quintaux de fromage estimé à raison de 1 090 francs le quintal, 900 kg de beurre, vendus 10 francs le demi-kilogramme ; et elle a retiré 3 000 francs de vente de petit-lait. Les frais s'étant élevés à 25 %, à quel prix peut-elle payer le litre de lait au fermier ? »

Notes d'un certificat d'études primaires en 1923. ▲

ÉPREUVES DE LA 1 ^{re} SÉRIE					ÉPREUVES DE LA 2 ^e SÉRIE				
Arithmétique	Sciences ou histoire	TOTAL	Écriture	Dessin ou couture	TOTAL	Histoire et géographie ou sciences	Langue	Calcul mental	Gymnastique
6½	4	22½	6½	7	35½	7	6½	5	6
5	3	13	5½	5	13½	5	5	5	5
6½	6	9½	7½	9	16½	7	7	8	8
6	5	22	17½	7	36½	5½	7	7	8
1	2	6½	5	5	11½	5	5	5	5
4½	7½	24½	5	5½	32½	7	6½	7	8
5½	6	22½	5	7½	35	6½	6½	7	7
5	8	21½	5	6	37	7	5	7	8
5	7	22½	6	9	37½	9	9	7	8
7	4	21½	6	7½	34½	8	8	8½	9
7	3	23	7½	6	36½	8	5½	5	9
10	6½	24½	6	7	37½	6½	5	5	7

À Ceyzériat le 6 juin 1931

« Un garçon de ferme gagne 850 francs par trimestre ; il est en outre nourri, logé et blanchi. À l'usine de la ville voisine, on lui offre 27,50 francs par jour de travail, mais il dépenserait 4 275 francs par an pour la nourriture et le logement et le 1/6^e de cette somme pour le blanchissement et autres frais. Il travaille 300 jours par an. Quel est l'emploi le plus avantageux ? »

À Treffort le 15 juin 1931

« On veut construire une étable pour 9 vaches.

On prévoit une surface de 12 mètres de long, sur 5 m de large sous une hauteur de 2,80 m. Cette hauteur est-elle suffisante si chaque bête exige un minimum de 25 m³ d'air ? De combien faudrait-il l'élever ? »

Ces problèmes sont tirés d'un article d'André Abbiatucci publié dans les « Chroniques de Bresse » numéro 4 de 2011.